

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex: PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire: 46722
Imprimé par Rotographie.

rouge

SAMEDI 15 MAI
DIMANCHE 16 MAI

Belgique: 15 FB • Suisse: 1 FS

LE TERRORISME ORDINAIRE

L'ambassadeur de Bolivie exécuté. Le directeur du Crédit Lyonnais abattu.

Ponia tient son affaire. De quoi faire grimacer dans les chaumières le spectre de l'homme au couteau entre les dents, de quoi faire surgir au coin des bois l'ombre de Carlos aux cent visages.

Pour donner plus de solennité encore à l'affaire, Ponia s'est empressé d'aller se recueillir sur la dépouille du banquier. Il n'a pourtant pas l'habitude de rendre la même visite à ceux qui tombent au labour, ni aux soldats qui meurent obscurément, sous le tunel de Chézy ou sous une avalanche. Par son geste, Ponia veut donc signifier que la mort d'un directeur de banque ne saurait relever du fait divers, qu'elle a un sens politique, qu'il s'agit en bref d'une victime du combat de classe.

Après avoir tiré, le jeune agresseur de M. Chaîne s'est donné la mort. Epilogue peu ordinaire pour une action politique collective et organisée: nous ne sommes pas au temps des kamikazes. Qu'importe. La police a des fichiers, et celui du suicidé est bien rempli suffisamment pour en faire aux yeux de l'opinion le portrait robot du gauchiste. Et pour y voir un nouveau maillon du grand complot terroriste international.

Mais n'y a-t-il pas quelque indécence, de la part de Ponia et des siens, à dénoncer le climat de violence qui s'instaure. Comme si l'exemple n'avait pas été donné par ceux qui, vingt ans durant, ont napalmé le Vietnam, ou qui, depuis trois ans, torturent le Chili? Ponia n'a rien trouvé à dire quand Ulrike Meinhof a été suicidée dans sa cellule, il n'a rien fait pour empêcher Franco d'assassiner de sang froid cinq jeunes militants, il ne lève pas le petit doigt lorsque les dictateurs argentins livrent notre camarade Edgardo Enriquez à ses bourreaux chiliens.

Nous ne pouvons pas être d'accord avec l'attentat contre le directeur du Crédit Lyonnais. Pour briser ses chaînes et pour en finir avec l'Etat qui l'opprime, la classe ouvrière devra recourir à la violence et elle en a le droit. Mais elle ne saurait se débarrasser un à un de ses patrons; et toute violence qui ne naît pas de la nécessité de sa lutte, qui ne procède pas d'une légitime défense et d'une prise de conscience collective, risque de se retourner en son contraire: c'est à dire de diviser les travailleurs tout en fournissant des prétextes à la répression. L'affaire du Crédit Lyonnais va permettre à Ponia de justifier tout à la fois les vigiles dans les facs, les CRS chez les viticulteurs, les chiens dans les usines, les flics à la gachette rapide... Cette violence là est officielle, quotidienne, légale, elle bénéficie d'une certaine accoutumance.

Elle n'en est que plus dangereuse. C'est, en somme, le terrorisme ordinaire.

EDGARDO ENRIQUEZ AURAIT ETE LIVRE AUX BOURREAUX CHILIENS



Edgardo Enriquez, membre de la direction du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) chilien, serait actuellement détenu selon les informations qui nous sont parvenues des organismes de l'ONU dans le nouveau centre de torture de la DINA la police politique de Pinochet, à Monte Maravilla, une ville située à 100 km au sud de Santiago.

Edgardo Enriquez a été arrêté le 10 Avril 1976 à Buenos Aires en compagnie de Regina Marcandez. Il a été vu le 17 Avril dans des locaux policiers de Buenos Aires ainsi que Regina. Voici quelques

jours, le ministre des Affaires Etrangères argentin s'était engagé auprès des institutions internationales de défense des prisonniers et réfugiés politiques à ne pas livrer Edgardo Enriquez et Regina aux bourreaux chiliens. Mais depuis le 25 Avril on perdait leur trace.

Le MIR lance un appel international pour que sans délai ni retard soit engagée la campagne qui oblige le gouvernement argentin à rendre compte du sort d'Edgardo Enriquez, et permette de le sauver. Des initiatives de solidarité seront décidées ce week-end.

LES ETATS-UNIS DU BICENTENAIRE FACE AU PERIL ROUGE

Ils n'ont qu'un seul tort, celui d'être Indien et d'avoir été les premiers occupants du continent américain. Pour eux, le bicentenaire des Etats-Unis ne sera qu'une occasion de deuil: 200 années d'injustice, de vol, de génocide.

Près de 10 millions d'Indiens vivaient sur le territoire américain avant que les blancs ne se décident à les évangéliser. Mais le Dieu des blancs, s'il est unique, porte de nombreux noms: or, terres, fourrures, colt... Si bien qu'en 1850 ils n'étaient plus que 150 000.

Aujourd'hui plus d'un million d'Indiens vivent aux Etats-Unis. Curieusement les statistiques officielles n'en dénombrent que 524 000. Mais dans le même temps la population des Etats-Unis est passée de 23 millions en 1850 à 225 millions en 1976...

La lutte des Indiens, culturelle et spirituelle d'abord, juridique et sociale ensuite ne cesse de prendre de l'importance malgré le silence qui se fait autour d'elle. C'est autant pour rompre ce silence, que du fait de l'aggravation d'une répression qui devient de plus en plus violente que combat indien s'est radicalisé ces dernières années.

- 1969 occupation de l'île d'Alcatraz dans la baie de San Francisco.

- 1972 « marche des traités volés », qui se termine par l'occupation du Bureau des affaires indiennes (BIA) à Washington;

- 1973 occupation de Wounded Knee et déclaration d'indépendance de la nation Sioux Ogala.

Le gouvernement des Etats-Unis a répliqué en engageant un processus visant à la destruction totale de la résistance indienne, plus particulièrement de l'American Indian Movement (AIM) qui a pris la tête du combat. Sa stratégie est claire: paralyser financièrement et politiquement AIM dans une série ininterrompue d'actions

LE POUVOIR UTILISE LA MORT DU PDG DU CREDIT LYONNAIS POUR JUSTIFIER SON DELIRE POLICIER

page 4

judiciaires, escamoter par ces procès l'enjeu réel de la lutte indienne, l'isoler et la discréditer dans l'opinion publique.

Tous les moyens sont bons. Surveillance systématique et infiltration du mouvement par des agents du FBI, incitation à la haine raciale, provocations d'incidents et utilisation de toutes sortes de prétextes, pour arrêter et inculper les militants d'AIM, leur faire payer d'énormes cautions et les exposer à de lourdes peines de prison au terme de procès truqués. A moins qu'on ne provoque leur assassinat...

Dennis Banks, l'un des fondateurs du mouvement est acuellement dans une situation qui illustre bien de quelle façon « justice » est rendue aux indiens, dans le monde Blanc.

Tout a commencé le 16 janvier 1973. Ce jour-là, un Blanc, Darald Schmidt, entre dans un bar de Buffalo Gap (Dakota du Sud) et dit « je vais me tuer un Indien ce soir ».

Cinq minutes plus tard, un Indien, Wesley Bad Heart Bull est poignardé à mort. Le meurtrier est Darald Schmidt. Il ne sera arrêté que trois jours après et accusé de « meurtre au second degré » (sans préméditation). Le fait n'est pas nouveau: plus de 200 Indiens ont été tués au Dakota du sud et la

Ouverture du Congrès du PS

A PETITS PAS ELECTORAUX

• Unanimité pour des exceptions à la constitution de listes unitaires de la gauche aux municipales de 1977.

• Le CERES se compte sur un amendement

16 PAGES
AUJOURD'HUI
LECTEURS
SI VOUS SAVIEZ...

La fabrication de
« Rouge »,
des faits, des chiffres

proportion des meurtriers ont été inculpés de « meurtre au second degré »

Le 20 janvier 1973, Sarah Bad Heart Bull, la mère de la victime, demande que Darald Schmidt soit inculpé de meurtre au premier degré. L'avocat d'Etat, Hobart Gates, refuse sous le prétexte qu'il n'y a pas assez de preuves et que sur les six témoins présents deux étaient des Indiens.

Des membres d'AIM demandèrent alors une audience publique qui se tint effectivement le 6 février. Mais quand la délégation indienne arriva à Custer, on lui refusa l'entrée du tribunal. Sarah Bad Heart Bull marchait en tête. Elle demanda que les témoins du meurtre de son fils et les leaders d'AIM soient autorisés à entrer dans l'enceinte du tribunal. Sous les yeux de la foule, la police empigna brusquement Sarah et la matraqua. Les Indiens, dont Dennis Banks, qui se précipitèrent pour la défendre furent eux aussi matraqués et arrêtés.

Sarah Bad Heart Bull a été condamnée à trois ans de prison pour avoir participé à cette « émeute ». Dennis Bank, accusé de « port d'armes dangereuses » a été condamné, en juillet 1975, à 15 ans de prison. Schmidt, lui a obtenu le sursis.

(lire la suite et l'interview de Dennis Bank p 12)

L'ESPAGNE DE LA TORTURE

« L'Espagne est au bord de l'abîme » tel est le bilan que dresse à l'issue du plénum de son comité exécutif, le Parti communiste espagnol. Le PCE réaffirme que pour lui la seule alternative possible est « une rupture négociée entre d'une part l'opposition et d'autre part les secteurs économiques, l'Eglise et l'armée d'autre part ». Le PCE qualifie le ministre de l'Intérieur Fraga Iribarne de « dictateur en puissance ». S'il ne nie pas l'existence probable de divergences entre le roi et les secteurs du « bunker », le PCE rejette l'idée que la monarchie n'est pas responsable de la situation actuelle. Enfin, le PCE souligne la « recrudescence de la répression, de la torture, les provocations montées par le pouvoir face à l'opposition

« Depuis le règne de Juan Carlos, le supplice de la baignoire se généralise, les tortures se font plus sophistiquées »

Maria Amparo Satrustegui serait l'une des responsables du syndicat officiel d'ITT Navarra. Il semble qu'elle a été arrêtée parce que son frère est soupçonné d'appartenir à l'Organisation révolutionnaire des travailleurs. Arrestation sans fondement donc et c'est sans doute pour cette raison qu'elle a été relâchée avant que les traces de torture n'aient eu le temps de disparaître (À l'ordinaire les médecins ne peuvent établir un diagnostic que lorsque les tortures ont été trop fortes pour disparaître) ce fut le cas de Tellez Luna arrêté le 11/12/75 pour sa participation à un piquet de grève et qui dut rester 15 jours sous dialyse, le corps était couvert d'hématomes, le sexe avait été maintenu au dessus d'une bougie allumée, les ongles des pieds avaient été arrachés.

Maria Amparo (4 rue Patxi Armazola - Leiza - Navarre, carte d'identité 15 776 885) a été arrêtée le 21 avril 1976 à 15 H sur son lieu de travail la papeterie Sarrío de Leiza. Elle est alors conduite au poste de la garde civile de Tolosa où elle arrive vers 16 heures.



L'interrogatoire débute aussitôt. Maria est bousculée, frappée au visage, dénudée, puis obligée à revêtir d'autres vêtements pour le supplice de la baignoire dans ce que l'on nomme pudiquement de l'eau sale. Elle s'évanouit. Dénudée à nouveau, on lui repasse ses vêtements après l'avoir longuement battue sur les cuisses, les fesses, la plante des pieds avec des cor-

des et des serviettes mouillées. Elle est dans un tel état qu'on finit par la ramener à Leiza auprès de docteur José María Huerto qui la fit transporter dans sa propre voiture à l'hôpital. Residencia Sanitaria Virgen de Camino de Pamplona. Les médecins diagnostiquent un blocage rénal et un blocage intestinal.

Enfin, il fait rajouter que tous les évadés de Ségovie ont été torturés à l'électricité depuis qu'ils ont été repris.

tribunal, n'ont été poursuivis. La justice civile se désistait alors de l'affaire pour la remettre entre les mains de la justice militaire.

Il faut remarquer que le cas de Maria Amparo n'est pas isolé, mais que la preuve des tortures sera de plus en plus difficile à établir. Depuis le règne de Juan Carlos, le supplice de la baignoire se généralise, les tortures se font plus sophistiquées tous les évadés repris de l'affaire de Ségovie ont été torturés à l'électricité.

Maria Amparo a déposé une plainte auprès du tribunal de Pamplona mais jamais les auteurs de torture même lorsqu'elles ont été reconnues par le

DECLARATION SOUS LA FOI DU SERMENT DE FRANCISCO TELIEZ

Moi, Francisco Tellez Luna né à Montemdin Agajiz le 26 janvier 1945, fils d'Adolphe y Millagros - Etat civil : marié - profession : electricien - domicilié à Sta Colona de Gramanet, province de Barcelona - 50, rue Milan - 1^{er} étage - DMI n° 38 702 744, déclare sous la foi du serment que :

(...)

Lorsque (...)

Arrivé au commissariat de Badalona, un caporal me demanda le nom du responsable des commissions ouvrières de Badalona.

« Je répondis que je ne savais rien de ce qu'il était en train de me demander. Il me répondit en m'envoyant six ou sept gifles et un coup à l'estomac. Cinq ou dix minutes plus tard, ils me couchèrent sur une table et pendant une demi-heure ils me battirent, huit gardes civils à la fois. Les mains toujours derrière le dos : les pieds, les mains, les doigts, les jambes. Ils me déshabillèrent, me placèrent sur une table de torture. Durant un quart d'heure, une bougie allumée sous mes parties. A la fin, ils me laissèrent avec un seul garde civil qui m'incitait à parler. Il me menaçait en disant :

« Regarde, si je m'en vais, d'autres viendront et ce sera pire. Si tu ne parles pas, j'irai chercher mon pistolet et je t'enverrai deux pruneaux. Comme je ne disais rien, ils me recouchèrent de nouveau sur la table de torture, me battirent à nouveau une demi-heure comme la première fois.

« Ils m'enlevèrent de la table, me firent asseoir et continuèrent leur questionnaire. Ils me présentèrent un individu, qui, d'après eux, leur avait dit que lui avait donné de la propagande. J'affirmai que je ne le connaissais pas. Ils continuèrent de me demander le responsable de la propagande. Ils voulurent me faire écrire mais je ne le pouvais pas car mes mains étaient gonflées et douloureuses. Ils me replacèrent les mains devant. En présence d'un lieutenant de la Garde civile, qui rentrait de temps à autre, ils continuèrent à me battre à nouveau avec des tuyaux à gaz, se relayant pour mieux me torturer. Moi, je continuai à ne rien dire. Alors, ils me mirent debout face au mur, appuyé sur deux index, les menottes aux mains. Dans cette position, ils me battaient les jambes, les fesses. Le lieutenant participait, me donnant quatre coups sur les jambes avec une règle, en comptant un, deux, trois, quatre. Puis prenant la règle par un bout, il me la plantait dans l'estomac en disant cinq. Ils me piétinaient les pieds. Je ne portais que des chaussettes. Ainsi, pendant une heure.

Pendant la matinée du 12, on continue à me menacer en me disant qu'on allait me laisser cinq jours ainsi : dix jours si je ne parlais pas. Aux environs de sept heures du matin, on me mis debout appuyé sur le mur avec la tête durant cinq heures. Un caporal me surveillait. Il me disait de temps en temps « Est-ce que tu vas parler ? » Comme je ne disais rien, il donnait deux ou trois coups de règle sur les jambes et sur les fesses et des coups de pied sur les tibias. Il me disait : « Ne sois pas bête, dis tout : le nom des gens que tu connais et tu t'épargneras tout ça. » Je disais que je ne savais rien. Je pus me reposer un moment parce qu'arriva un garde civil qui jouait au patron... Francisco. Il ne me battit pas. Il m'emmena à la chambre où il y avait la table. Mais comme il vit que je ne disais rien, il se facha et me mit à nouveau dans la même posture, la tête appuyée contre le mur. Approximativement vers treize heures, ils me transportèrent avec trois autres détenus à la maison d'arrêt de Badalona. Là, ils nous enfermèrent chacun dans une cellule. Nous y restâmes jusqu'à environ 18 heures où l'on vint nous chercher. Ils nous reconduisirent au commissariat de la Garde civile de Badalona et, pour la première fois, ils me donnèrent quelque chose à manger : un sandwich à l'omelette et une petite bouteille de vin que je payais. Ma femme avait apporté des sandwiches que l'on ne me donna que le lendemain. (...)

PORTUGAL

LES CANDIDATURES MILITAIRES AUX PRESIDENTIELLES

LA PISTE AUX ETOILES

Les arrangements de couloir vont bon train à Lisbonne où les vocations à la Présidence de la République semblent se multiplier. Le chef d'état major Eanes qui vient de confirmer sa candidature soutenu pour le moment par le PSP, le PPD, le CDS et « candidat du consensus des Forces armées » semble un bon cheval interviewé par « A Luta » (quotidien socialiste) il vient de déclarer que dans le cas où il serait élu, il prierait le secrétaire général du PS de former un gouvernement, sans dire s'il était pour l'idée d'un gouvernement composé des seuls socialistes.

Dans le même temps, son collègue Azevedo, actuel premier ministre, songe très sérieusement à se présenter. Il l'a répété à Sa Carneiro, secrétaire général du PPD. Pour le moment il ne semble pas bénéficier d'appui officiel. Un homme qui cependant ne déplairait pas aux Etats-Unis qui semblent le lui avoir fait savoir lors de la récente visite au Portugal, du ministre américain de l'Agriculture, Butz, Eanes étant considéré par Washington comme un peu trop « peruvien ».

Costa Gomez quant à lui attend. Il se déclare fatigué par le pouvoir, mais en insistant un peu.

Quant à la candidature du général Otelo de Carvalho, elle semble se confirmer. Celui-ci selon « Jornal Novo » serait prêt à la présenter s'il était assuré de recueillir au moins 5 % des suffrages. Il ferait même procéder à sondage de popularité.

Candidature lourde de confusion dans la mesure où elle veut incarner le symbole de l'alliance peuple-MFA ou le souvenir de la collaboration entre le COPCON et les organisations populaires. Candidature qui n'aide en rien à réaffirmer l'indépendance de la classe ouvrière et qui entretient le mythe des substituts galonnés. Un nom qui en tout cas ne fait pas l'unanimité puisque même « la Gazeta da Semana » (gauche révolutionnaire) met en garde contre cette menace de division d'une candidature avancée « au nom des travailleurs sans avoir consulté ceux-ci » (allusion à la pratique du PRP dans certaines commissions de travailleurs).

F. Tenaille

AFRIQUE

SENEGAL

ZAMBIE

DE QUINZE JOURS
JUSQU'À CINQ ANS
LES ACHETER !

Lartuffe
« démocratiser... »

en lutte

avril 76 511

n° 20-21

VIENT DE PARAÎTRE

aux quatre coins du monde

● NAMIBIE (OUEST- AFRICAINE) : UN APPEL DE LA SWAPO.

L'organisation du peuple sud-ouest africain (SWAPO) a lancé un appel aux Nations-Unies et à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) leur demandant d'agir pour empêcher l'exécution des peines de mort prononcées à l'encontre de deux de ses militants pour l'Afrique du Sud.

Ces deux hommes, Hendrik Shikongo et Aaron Mushimba sont accusés d'avoir tué le 17 Août 1975 le « ministre principal » de l'Ovamboland, le chef Filemon Elifas. Deux femmes ont été également condamnées à de lourdes peines de prison. Des condamnations qui illustrent un renforcement de la répression de la part de l'Afrique du Sud, face à la montée des luttes du peuple namibien après la victoire du MPLA en Angola.

● ROCKFELLER, L'OTAN ET LES COMMUNISTES

Le vice-président américain Nelson Rockefeller vient de déclarer dans une interview que les fondements de l'Alliance Atlantique devraient être repensés si les conditions qui ont été à l'origine de l'OTAN, « la défense commune face à une puissance communiste installée à nos frontières à l'Est », venaient à changer. En clair : si les communistes viennent au gouvernement dans certains pays d'Europe, il faudra revoir les structures de l'OTAN de manière à ce qu'ils n'aient pas accès aux informations d'ordre stratégiques.

« La menace a-t'il dit, ne pèse pas seulement sur l'Europe, mais également sur les voies maritimes par lesquelles sont acheminées les matières premières ». Et il a, à ce sujet, félicité la France pour le renforcement de son potentiel militaire, en espérant que la « coopération » la plus étroite possible puisse s'opérer dans ce domaine avec elle.

● DISSIDENTS SOVIETIQUES POUR L'APPLICATION DES ACCORDS D'HELSINKI

Plusieurs dissidents soviétiques viennent de former un groupe de surveillance pour l'application des accords d'Helsinki. Parmi les membres fondateurs, figurent Youri Orlov, Elena Bonner, Anatoly Martchenko (en exil en Sibérie), et Piotr Grigorenko.

Le groupe se fixe pour objectif de « recevoir toutes les plaintes écrites de citoyens soviétiques concernant les violations de la partie des accords relative aux droits et aux échanges humains. Le groupe se chargera d'envoyer ces plaintes ainsi que toute autre information sur les violations de ces droits aux gouvernements signataires de l'acte. »

Les signataires appellent l'opinion publique des autres états signataires à former des groupes de ce type. Ils expriment leur espoir que tous ces groupes pourront dans le futur être unifiés par un comité international.

AFP

L'Etat sioniste a 28 ans; le gouvernement a célébré cet anniversaire il y a quelques jours en (en fonction du calendrier biblique). Aujourd'hui plusieurs manifestations doivent se dérouler en Cisjordanie, où l'OLP appelle à la grève générale.

Hier soir à l'initiative du comité contre l'expropriation des terres arabes, deux rassemblements étaient prévus à Sahnin et Arabé.

LE SIONISME : UNE SOLUTION POUR LES JUIFS ?

L'Etat d'Israël fête son vingt-huitième anniversaire. Depuis sa création, jamais la vie politique, sociale, économique n'a été aussi marquée par la mise à nu des questions fondamentales tenant à l'existence du projet sioniste. La crise économique, la mobilisation des palestiniens, la dépendance vis-à-vis de l'impérialisme américain sont autant de problèmes clef au centre des préoccupations de tous les juifs vivant dans le carcan sioniste.

Le temps de la remise en cause ?

Un doute, une angoisse s'emparent de cette population juive. Même si l'armée sioniste a redressé une

situation militaire peu favorable après la percée égyptienne sur le canal de Suez en 73, le mythe de l'invincibilité a vécu. Les pressions américaines, qui obligent l'Etat hébreu à évacuer une partie du Sinaï, sont ressenties comme un lâchage de l'allié de toujours. Le rapprochement du régime de Sadate et de l'impérialisme est redouté par la classe politique. Elle implique que les américains renforcent leurs liens économiques et politiques avec l'Egypte, et donc tiennent compte des revendications des pays arabes dans leur action au Moyen-Orient. Israël a perdu sa position de seul allié sûr.

Enfin, et c'est le plus grave pour le gouvernement de Tel-Aviv, la population arabe-palestinienne se mobilise maintenant partout contre le projet sioniste.

Si les organisations de la Résis-

tance palestinienne luttent depuis 65, de l'extérieur, contre l'Etat d'Israël, la répression quotidienne de l'armée, la police des frontières, etc. avait limité l'opposition des palestiniens vivant directement sous la domination juive.

La reconnaissance de l'OLP à l'ONU a été marquée par l'expression publique de l'unité de combat de ceux qui vivaient en Cisjordanie et de ceux qui étaient réfugiés à l'extérieur. Le printemps 76 a marqué l'élargissement du front avec les affrontements au sein même de l'Etat d'Israël dans ses frontières de 49.

L'avant 73

Cette situation est nouvelle pour l'Etat hébreu. La première phase de la vie d'Israël a engendré une arrogance, une sûreté de soi de la direction sioniste. La guerre de 47-49, l'opération de Suez en 56, la guerre éclair de 67 ont conforté Israël dans sa volonté d'ignorer l'existence du peuple palestinien désirant vivre sur sa terre. Dans le même temps, les régimes arabes, dirigés par les bourgeoisies locales et par des directions nationalistes petites-bourgeoises montraient leur incapacité à mener une lutte efficace contre l'Etat hébreu. Ainsi les conquêtes effectuées aboutissaient au triplement de la superficie contrôlée par les sionistes après la guerre de 67.

L'aide économique américaine permettait à une industrie s'appuyant uniquement sur les secteurs de l'armement et du bâtiment de faire vivre la population avec un niveau de vie très élevé comparativement au reste de la région. De plus l'intégration des territoires occupés après 67 au sein du marché de l'Etat hébreu permettait de résorber la crise économique de l'année 66. Les productions de Cisjordanie étaient écoulées en Jordanie. Les marchandises produites par Israël étaient vendues aux palestiniens. La main d'œuvre bon marché était exploitée par l'industrie juive. Les capitaux arrivaient massivement (10 % de tout l'argent distribué par le Fond monétaire International allait à Israël). Cette position privilégiée était due au fait qu'Israël était le seul bastion contre-révolutionnaire absolument sûr à un moment où la présence soviétique était forte en Egypte et en Syrie.

Les palestiniens luttent de l'intérieur

La montée de la résistance palestinienne et son affirmation sur la scène internationale, la guerre de 73 et le rapprochement de l'Egypte et maintenant de la Syrie vers les USA, l'actualité de la « solution américaine » et la création d'un mini-Etat en Cisjordanie et à Gaza ont modifié la situation prévalant après 67.

La révolte des palestiniens vivant sous la domination sioniste a créé une situation que la direction sioniste a toujours redouté par dessus tout. Les sionistes ont toujours expliqué que la Palestine était « une terre sans peuple pour un peuple sans terre ». Aujourd'hui cette affirmation ne peut plus faire illusion. La lutte des palestiniens, que le monde a voulu longtemps ignorer s'est imposée.

La population juive se réveille d'un long sommeil, bercé par les fables sionistes. La situation actuelle l'oblige à s'interroger sur le seul véritable problème : le sionisme est-il la solution pour les juifs ? De la réponse qu'imposeront les masses juives dépendra leur capacité de se joindre au combat des travailleurs arabes pour un avenir socialiste commun ou à continuer d'œuvrer dans le camp de la répression du mouvement de masse arabe.

R. Brestar

il y a... 28 ans

PROCLAMATION DE L'ETAT D'ISRAEL

Le sionisme est né dans les dernières années du 19^e siècle. Ce mouvement, minoritaire jusqu'à la seconde guerre mondiale dans la communauté juive, regroupait une partie de la petite bourgeoisie d'Europe orientale et centrale. Ces couches ressentait le plus intensément l'antisémitisme régnant en Pologne, en Russie...

Le mouvement sioniste a conçu la fin de son oppression dans la création d'un Etat pour les juifs. Pour l'obtenir, ses dirigeants successifs ont toujours choisi de s'adresser à la puissance qui dominait la Palestine : l'empire ottoman puis l'impérialisme britannique. Ils expliquaient à qui voulait les entendre, que leur tradition de rattachement à la culture et à la tradition occidentale ferait du foyer juif le meilleur garant pour la protection des intérêts impérialistes.

Les 6 millions de martyrs assassinés dans les camps nazis allaient modifier la situation dans la communauté juive. Des centaines de milliers de personnes étaient déracinées, avaient perdu leurs parents, leur maison, leur vie passée... La Palestine représentait leur seule lueur d'espoir. La réalité de l'Union soviétique stalinienne discréditait toute perspective de solution à l'antisémitisme par la lutte pour le socialisme.

La mauvaise conscience internationale... et l'intérêt bien compris de l'impérialisme aboutissait en 47 à la partition par l'ONU de la Palestine. La guerre de 47-49 se terminait par la victoire des troupes sionistes. Les massacres de Deir Yassine et l'exploitation qui en fut faite provoquaient l'exode des arabes palestiniens.

Le 15 mai 1948 Ben Gourion proclamait l'indépendance d'Israël.

MANIFESTATION POUR LE DROIT D'AVORTER

Manifestation pour le droit d'avorter. Dimanche dernier une manifestation de 100 personnes s'est tenue à Jérusalem. Il s'agissait de réclamer l'avortement libre et gratuit. Le mot d'ordre le plus repris était « Ni l'Etat, ni le commandement de l'armée ne décideront du nombre d'enfants que nous aurons ». Le gouvernement justifie son refus par la nécessité de renforcer numériquement la population juive. Cet objectif passe tant par l'immigration que par l'incitation à accroître la natalité.



Golda Meir, à gauche, en 1933

Paru dans la presse sioniste : L'ONU s'agenouille devant le « terrorisme » d'Arafat !



TEMOIGNAGE TORTURE 2 MOIS DANS LES GEOLES SIONISTES

Badar Anuar El-Masri vient d'être condamné à 18 ans de prison pour avoir participé à une opération de commando au sein de l'Etat sioniste. Il avait été arrêté en décembre 75. Le témoignage qui

suit date de février 76 et a été diffusé par la Ligue des Droits de l'Homme en Israël. Badar décrit ses deux premiers mois de détention.

Dès que les soldats israéliens nous ont découverts, nous avons ouvert le feu sur eux. Un échange de tir s'en est suivi, provoquant la mort de mes deux camarades. Après m'avoir fait prisonnier, les soldats m'ont fait coucher par terre et à tour de rôle, ils m'ont envoyé des coups de pied. Ensuite, ils m'ont emmené en ville, probablement à Kiryat Shmoneh, dans un poste de police où, soldats et policiers m'ont interrogé. Ils voulaient surtout savoir à quelle organisation j'appartenais et comment j'avais passé la frontière.

J'ai refusé de répondre, en me revendiquant de ma qualité de prisonnier de guerre. Alors ils se sont mis à me frapper avec des matraques de bois, toujours aux mêmes endroits. Comme j'avais sur moi un document prouvant mon appartenance au F.P.L.P. (front populaire de libération de la Palestine), j'ai admis que j'appartenais à cette organisation. Mais j'ai persisté dans mon refus de leur dire comment nous avions réussi à rentrer en Israël.

J'ai quitté le poste de police pour être emmené en auto puis en hélicoptère, au camp d'interrogatoire de Sarafend. Je suis resté deux mois dans ce centre de torture.

On m'a mis au cachot, un réduit minuscule avec d'épais murs de fer où je suis resté complètement isolé. Pendant ces deux mois j'ai subi un interrogatoire par jour, quand ce n'était pas plusieurs par jour. Mes

principaux interrogateurs étaient: Abou Salima, un homme petit et qui louche, un autre, généralement en chemise orange, avec des cheveux courts et noirs, âgé d'environ 23 ans, vraisemblablement d'origine yéménite, enfin un dernier qui portait une calote et une barbe.

On me bandait les yeux pour aller du cachot à la salle d'interrogatoire, où plusieurs personnes étaient chargées de m'interroger. Abou Saliman arrivait toujours avec un chien au nez applati et à la queue coupée et un autre chien au nez long.

Les chiens me sautaient dessus, me griffaient (il me montre des cicatrices de griffures sur ses mains qui même pour un non spécialiste apparaissent comme ayant été faites par les chiens). Ils m'ont assis plusieurs fois sur une chaise de fer à laquelle ils m'attachaient aux pieds par des menottes et ils envoyaient du courant, à chaque fois je sentais un choc au niveau des chevilles comme avec l'électricité. J'ai encore des cicatrices noires aux chevilles (il me montre deux taches moyennes à l'avant de la cheville, d'une douleur noire-grise) L'homme qui mettait le courant était celui d'origine yéménite. L'ashkenase, lui m'a frappé sur les organes génitaux alors que mes pieds étaient écartés et attaché par les menottes. Il m'a pendu plusieurs fois en plein air par les pieds, le tête en bas et de nombreuses personnes me frappaient...

... De Ramallah j'ai été emmené à Acre. Là on m'a soutiré par la force

des aveux. A Acre comme à Sarafend j'ai continué à affirmer que j'étais un soldat et un prisonnier de guerre, que je n'étais pas prêt à passer en justice ou à être interrogé. Mais un interrogateur barbaqué que l'on appelait Tarzan m'a frappé et obligé à signer des aveux qu'il avait écrit sur la base des rapports arrivés vraisemblablement des dossiers de Sarafend.

- A Sarafend les interrogateurs appartiennent à une équipe du deuxième bureau militaire. D'après les témoignages de ces fonctionnaires dans les procès précédents, il s'avère que les hommes détenus par eux le sont par décret administratif, jusqu'à ce que se termine leur enquête. Les enquêteurs envoient de façon permanente un rapport d'interrogatoire à différents services. Plus tard, afin d'avoir un aveu devant la police, nécessaire pour avoir une preuve judiciaire, le suspect amené à la police accompagné des résumés des rapports du 2ème bureau; son interrogatoire recommence et cette fois est rédigé. Une fois signée par le suspect, elle sert de preuve au tribunal.

J'ai été emmené pour la première fois devant un tribunal à Acre après plus de deux mois de détention. Un interrogateur obèse m'accompagnait chez le juge. Devant celui-ci j'ai de nouveau affirmé que je refusais d'être interrogé car j'étais un prisonnier de guerre. Le juge ne réagit pas...

Interview et commentaires recueillis par Lea Tsemel (avocat).

Au Congrès extraordinaire du Syndicat de la Magistrature, dimanche à Paris **DECIDERA-T-ON D'UNE GREVE DE LA MAGISTRATURE ?**

A la veille de la réunion extraordinaire convoquée par le Syndicat de la Magistrature pour faire le point de l'affaire Ceccaldi, chacun campe sur ses positions. Du côté du Ministère de la Justice, aucune déclaration nouvelle n'est venue s'ajouter à celle de Mr Lecanuet prononcée le 13 Mai à l'Assemblée, menaçant le substitut Ceccaldi de sanction s'il ne rejoignait pas son poste à Hazebrouk. Au Syndicat de la Magistrature, on attend maintenant les résultats de la discussion qui se déroulera tout le dimanche.

D'ores et déjà, on peut constater que l'émoi est grand dans tous les tribunaux de province. Il y a à cela de nombreuses raisons. La première est que l'affaire touche un point sensible dans la magistrature, celui de l'avancement et de la carrière, ainsi que la façon dont le pouvoir utilise cette arme pour tenir en main les juges. Promotion, sanction, non avancement, mise sur la touche, le corps est plein d'histoires et d'exemples mettant en cause le pouvoir et son intervention dans le cours des carrières. Même une organisation aussi peu contestataire que l'Union Syndicale des Magistrats (l'autre association professionnelle plus conservatrice que le Syndicat) se trouve obligée, à intervalles réguliers, et encore il y a quelques semaines, à l'issue de son congrès, à demander la mise en place de mécanismes d'avancement indépendants du pouvoir. C'est dire que l'affaire Ceccaldi, si elle touche d'abord le Syndicat à travers l'un de ses membres, sensibilise toute la profession et risque de provoquer une désagréable surprise pour le pouvoir.

L'autre raison qui justifie la sensibilité des juges dans cette affaire, concerne la politique judiciaire en matière de délinquance inaccrue et économique. Une importante fraction de la magistrature a voulu se construire une légitimité nouvelle en ne punissant plus uniquement la délinquance traditionnelle mais aussi la délinquance en « col-blanc », celle dont le coût social est infiniment plus élevé que celui des délits communs. La théorisation officielle la plus achevée en a été le fameux rapport Arpaillange, du nom d'un haut magistrat à la Chancellerie qui fut en même temps directeur de cabinet. Depuis Mr Arpaillange a été somptueusement écarté à la Cour de Cassation, et sa politique, menée du temps où Giscard aux Finances organisait les fuites pour éclabousser un peu l'UDR, mise sur une voie de garage.

On ne poursuit plus le Capital, on s'arrange à l'amiable avec lui, et au besoin on classe les affaires qui ont été soulevées.

L'affaire Ceccaldi, c'est aussi cela à Marseille, après d'autres affaires plus discrètes mais similaires à Lyon et dans d'autres tribunaux.

Tout cela explique suffisamment le malaise de la magistrature qui déborde largement les frontières du Syndicat. Les débats de dimanche

devraient le refléter, notamment au niveau des modes d'action qui seront envisagés. Il n'est pas douteux que, parmi ceux-ci, la possibilité d'une grève de magistrats sera soulevée. Reste à savoir combien seront prêts à rallier une proposition qui, à part une timide tentative l'année dernière, ne s'est jamais concrétisée.

G. Marion

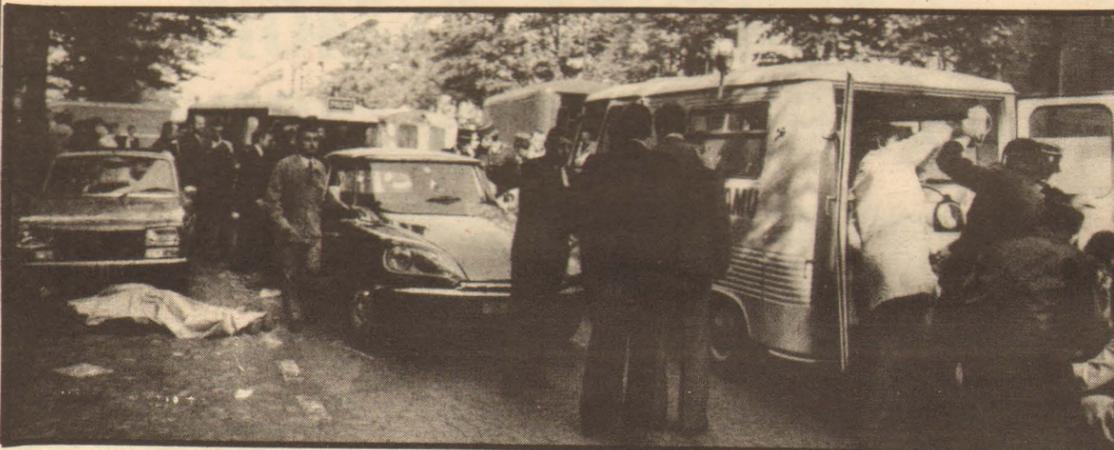
SOUTIEN A CEC-CALDI

• Du Mouvement d'Action Judiciaire qui dénonce la mutation qui « s'apparente à une mesure politique visant à la fois à protéger les intérêts de certains particulièrement compromis et à procéder à une épuration de la magistrature » et réclame l'annulation immédiate de la mesure.

La mort du PDG du Crédit Lyonnais

UN PRETEXTE A L'INTOX

• « Je pense que cet acte est lié à la vague de violence actuelle »
Fourcade



Hier, peu avant dix heures, par une matinée radieuse, une DS 23 conduite par un chauffeur s'arrête devant le 19 du boulevard des Italiens, siège du Crédit Lyonnais. Un homme d'une vingtaine d'années, vêtu d'un jean et d'un blouson, sort un P 38 et tire plusieurs coups de feu très rapprochés sur Chaine, le PDG du Crédit qui descend de la voiture, blessant la femme de ce dernier. Le tireur, Jean Bilski, a alors retourné l'arme contre lui et s'est donné la mort. Dans le sac du jeune homme, la police aurait trouvé une grenade.

Fiché comme « anarchiste » par les renseignements généraux, Jean Bilski aurait fait l'objet de recherches par la police toulousaine à la suite d'une fugue d'un centre de « délinquance » en 1970. Par la suite, il a travaillé dans un chantier de constructions maritimes dans le Var, mais n'a jamais travaillé au Crédit Lyonnais.

Peu après l'événement, les collaborateurs du PDG ont déclaré très spontanément qu'ils ne croient pas que les raisons du drame soient d'ordre professionnel (AFP). Mais Fourcade, plus malin (normal) et plus politique voit différemment les choses et dans un communiqué il déclare : « Je pense que cet acte est lié à la vague de violence actuelle ». L'AFP va plus loin et rappelle l'attentat contre l'ambassadeur de Bolivie en parlant d'« actes de violence similaires ». Bien sûr : il y a quatre jours, un de ceux qui avaient pourchassé Che Guevara a été exécuté par des gens qui se

réclament du Che. Hier, celui qui menait l'offensive contre les travailleurs et les syndicats du Crédit a été descendu... Mais qui donc a pu faire cela ? Fourcade suggère une piste que le Parisien libéré et bien d'autres s'empressent de suivre.

Au Crédit Lyonnais juste après l'événement, il y avait des réactions variées parmi les travailleurs : des pleurs dans les couloirs (« On est tous égaux devant la mort... »), aussi des plaisanteries (« Quelle époque ! Voilà les PDG victimes d'accidents du travail... »), mais beaucoup sentent une sale affaire.

Les syndicats CGT, CFDT et FO du Crédit, dans un communiqué de presse, rappellent la politique d'atteinte aux libertés et aux conditions de vie et de travail du personnel, appliquée au nom du gouvernement par Monsieur Chaine, puis s'élève avec « indignation contre cet acte criminel et exigent que toute la lumière soit faite sur cette affaire ». Une réponse à la hauteur de l'intox

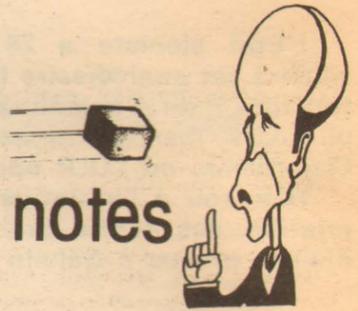
Le Syndicat de la Magistrature a été fondé en Juin 1968. Il regroupe actuellement 25 % des effectifs de la magistrature, soit environ 1 200 magistrats.

Dès sa fondation, il s'est distingué par une réflexion approfondie sur les conditions du métier de juge, et sur son objet. C'est ainsi que parmi les thèmes de ses congrès, on trouve les relations entre le juge et l'argent, la hiérarchie, la crise économique etc... Tout cela a grandement contribué à sortir de sa torpeur un corps traditionaliste, ne se posant, par habitude autant que par intérêt de classe, que peu de questions sur le fonctionnement de la société.

Autre innovation du syndicat : une politique résolument intersyndicale, l'ancrant du côté des centrales ouvrières, des syndicats de policiers et de journalistes, autour d'actions et de communiqués communs (contre la répression anti-syndicale, en soutien à des travailleurs en lutte, sur des problèmes de société etc...)

Il n'est donc pas étonnant que les membres du Syndicat de la Magistrature soit souvent soumis à la répression, soit ouverte (sanctions), soit insidieuse (mauvaise notation), soit encore deviennent l'objet de violentes déclarations d'hommes politiques de droite (affaire Foyer, bien d'autres encore) ou d'organisations d'extrême-droite.

Pourtant le S.M. est loin d'être gauchiste. Tous les courants politiques le traversent, même et surtout ceux qui croient à une « bonne justice » dans le cadre d'un système « libéral » débarrassé de ses bavures et de certains excès.



12 H. POUR LA CORSE A PARIS

• Le comité de soutien aux patriotes corses emprisonnés organise 12 heures pour la Corse, aujourd'hui 15 mai, à partir de 14 heures ; à la Mutualité.

Toute l'après-midi auront lieu des forums, débats etc... A 21 h se tiendra un meeting où prendront la parole les principales organisations autonomistes.

Deux jours avant l'ouverture du procès Simeoni devant la Cour de Sureté de l'Etat, cette initiative doit rencontrer un immense succès.

LORIENT MANIFESTATION REGIONALE CONTRE LA COUR DE SURETE DE L'ETAT

• Décidément Ponia aime bien la Bretagne. A Lorient, après l'interpellation de six militants d'extrême-gauche (HR), dont plusieurs ont été inculpés devant la Cour de sureté de l'Etat, R. Le Gall est toujours emprisonné à Fresnes sous divers inculpations de dégradation d'édifices publiques, reconstitution de ligue dissoute, tentative de démoralisation au sein de l'armée.

La veille du 1^{er}, des vérifications d'indentités ont également eu lieu auprès de diffuseurs de la Taupé Rouge sur l'arsenal, ainsi que des menaces d'intimidation contre les travailleurs qui prenaient la « Taupé » : les flics maritimes la retiraient des travailleurs....

Sur les thèmes de :

— La dissolution de la Cour de sureté de l'Etat.

— La libération de R. Le Gall.

— La libération de tous les emprisonnés politiques

— Se tiendra à Lorient, le samedi 15 mai, à la maison des syndicats, (15 h) un rassemblement et une manifestation

Déjà des sections syndicales appellent à ce rassemblement : SGEN-CFDT, communaux CFDT de Lorient.

La LCR, le PSU, et HR soutiennent et appellent au rassemblement et à la manif.

Nantes : Pour les réfugiés basques

• Meeting de protestation et de soutien pour la défense des libertés menacées et la levée immédiate des mesures arbitraires d'assignation à résidence pour les militants basques. Organisée par le comité nantais de soutien aux réfugiés basques samedi 15 mai à 21 h en présence de Maître Payet, avocat au barreau de Genève, secrétaire général de la Fédération internationale de la Ligue des droits de l'Homme, avec des basques, des chanteurs... Mairie de Bouguenais, salle du conseil municipal.

Luc Millet

Ouverture du Congrès du PS à Dijon

LES YEUX FIXES SUR LES MUNICIPALES

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste sur la tactique pour les élections municipales s'ouvre aujourd'hui, au début d'après-midi, au palais de la Foire à Dijon. Il est précédé, le matin, par une convention nationale ordinaire qui entendra un bilan d'activité de la direction présenté par Pierre Mauroy, secrétaire à la coordination.

Nous reproduisons, ci-dessous, de larges extraits de la motion, qui sera soumise aux congressistes. Rédigée en commun par la majorité et la minorité du parti, elle suscite néanmoins trois interprétations divergentes. Celle de François Mitterrand d'une part, celle du CERES d'autre part, et celle des militants

Texte de la seule motion présentée au vote des congressistes

1) Le parti socialiste attend de ses fédérations et sections qu'elles veillent à présenter des candidats dans la totalité des communes. Par une campagne d'ampleur nationale, il exprimera ainsi non seulement les intérêts légitimes des collectivités locales mais aussi les choix politiques, économiques, sociaux et culturels de sa charte et de son programme(...)

2) Le Parti socialiste inscrit la préparation des élections municipales dans les perspectives qu'il a clairement définies au congrès constitutif d'Epiney s/Seine et précisées à son congrès de Pau : la mise en oeuvre de la stratégie de l'Union de la gauche fondée sur le programme commun de gouvernement(...)

3) La motion votée par le congrès de Pau fait obligation aux fédérations et aux sections de « rechercher, en toutes circonstances, le meilleur accord possible avec les formations politiques signataires du Programme commun » en vue de constituer des listes d'union de la gauche. Il appartiendra au Comité directeur national pour les communes de trente mille habitants et plus, et aux instances fédérales dirigeantes pour les autres, de trancher en dernier ressort sur les raisons qui auront conduit telle section ou telle fédération à se prévaloir d'une situation particulière et à opposer un refus aux exigences qu'elles auront estimé excessives. » Enfin, là où les instances ci-dessus désignées auront constaté pour les motifs dont elles seront juges, l'impossibilité d'un accord avec les autres formations, des listes socialistes homogènes, ou des listes

regroupés autour de Claude Fuzier et de l'ancien courant de Guy Mollet « Bataille Socialiste ».

Le CERES, à ce propos, présentera un amendement portant sur les conditions d'exception à la règle de l'union pour la constitution des listes. (voir ci-dessous).

D'autre part, deux délégations du Parti socialiste et du Mouvement des radicaux de gauche se sont rencontrées hier après-midi. Le communiqué commun fait état d'un « accord sur l'essentiel ». Le but de la rencontre était essentiellement de préparer la réunion « au sommet » des partis de gauche qui doit avoir lieu la semaine prochaine.

UGSD, élargies à d'autres candidats, d'accord avec les options du programme commun de la gauche, seront présentées (...)

5) En ce qui le concerne, le Parti socialiste précise les principes généraux qu'il entend mettre en avant et soumettra à ses partenaires.

a) Le respect d'une représentation équitable des différentes composantes de la gauche tenant compte des indications fournies par les dernières consultations électorales (...)

c) Un engagement clair de tous les membres de la liste sur la solidarité dans l'exercice des responsabilités municipales, particulièrement lors du vote du

budget annuel et cela pour toute la durée du mandat.

d) Une réelle cohésion et continuité de la direction de la municipalité, garantie notamment par l'appartenance, en règle générale, du maire et de son premier adjoint à la même formation (...)

Texte de l'amendement du CERES qui porte sur le point 3, paragraphe 3 (en gras ci-dessus) :

« Il ne saurait y avoir de situations particulières autres que celles résultant des exigences de nos partenaires que les sections et les fédérations auraient jugé excessives. »

Ne fallait-il pas que les nervis soient assurés d'une belle impunité pour gair comme ils l'ont fait, dans un quartier aussi « fliqué ». Pas besoin d'être un fin observateur pour remarquer le manège des troupes du Front national, paradant en blouson vert et lunettes Ray-Ban sur les Champs-Élysées.

Les chefs, eux, dont les visages sont passés à la télévision ne prenaient pas davantage de précaution et se retrouvaient vers 16 h 45 devant la porte de l'hôtel Georges V avant de partir à pied vers l'ambassade. Il est vrai qu'avec les (ex)ex (?)-opinions Algérie française de Michel Poniatowski, il nous sera difficile de nous contenter d'un démenti.

« Yaacef »

Les fascistes occupent l'ambassade d'Algérie

Les fascistes du front national, emmenés par Le Pen, dont nous ne rappellerons pas — loi d'amnistie oblige — les activités « électriques » qu'il eut comme lieutenant parachutiste pendant la bataille d'Alger, se sont enchaînés devant l'ambassade d'Algérie, afin de protester contre la condamnation de deux ingénieurs français. La facilité avec laquelle ces nervis sont parvenus à leurs fins, pourrait déconcerter.

à Lyon c'est la fête! de Politique hebdo



14, 15 et 16 mai, au centre pierre valdo, 176 rue Pierre Valdo, Lyon 5^e

Samedi 15 : de 12 h à l'aube.

• Amphithéarbes : Fawsie Al Aiedy, Elisabeth Blanchard et le groupe Femmes. Cleppe. Forum sur les PC d'Europe du Sud. Kool Good. Senthaclos. Forum sur les luttes urbaines. Christian Cappezzone. Ex-magma. Jean-Noël Debard. Création collective de free jazz.

• La Place : Animation danse avec la compagnie de la Traboule, Damraoui Martin St-Pierre. Sarabande avec la fanfare à Dadou, Gannafoul, Moun'Kika, Edmond, Guidon et Clafouti.

• ENBAS : Gaurdon, Martin St-Pierre, Pot pourri sur la presse et débat. Gérard Gauche, Sarah Melville et le groupe femmes.

• ENHAUT : Théophile, J et G Barkan. Free jazz. Térésa Rebull, Agostinho. Castelhémis. Troupe Z et théâtre à Bretelles. Claire, Cleppe et Delorme. Théâtre Témoins.

Théâtre sur coussins : spectacle TPFA et débat avec le MAJ. La Fleur de Province. La Compote. La Trasibule. Epi de Lune. La Carmagnole.

Dimanche 16 : de 12 h à 24 h

• Amphithéarbes : Ballets de la cité. TPFA et débat sur la répression. Les Mirabelles et débat sur l'homosexualité avec le GLH PQ. Alain Bert et Epsy's band. Théâtre à emporter. Débat sur l'Occitanie.

• La Place : la compagnie des 8 saveurs.

• ENBAS : la Bamboche. Martow Pickers. Bernard Lavilliers. Troupe Z. Théâtre à Bretelles. Théâtre de la Tempête et débat sur la crise et le chômage. Hamsa music. Fugier. Etron fou. Le grand Rouge.

• ENHAUT : Teresa Rebull. Groupe femmes. Delorme et Patates Chaudes. Camisole. Mayoud. Pot pourri sur les cloches du vieux manoir. Free jazz. Michel Grange. Bécassine II. Bernard Lavilliers. Les Mirabelles. Gatti, Kergrist et Gérard Gauche. Atelier Musical.

Cinéma dans la nuit du samedi à dimanche : Voyage en grande Tartarie. Massacres à la tronçonneuse, film sur la bande à Baader, film sur l'Erythrée, Visa de Censure, de Pierre Clémenti.

Les laitiers restructurent

Pour les paysans : s'adapter ou disparaître

Brest de notre correspondant

Depuis cet hiver, de nombreux petits paysans ont vu arriver, au courrier, une lettre de leur laiterie les avertissant que leur production de lait ne serait plus collectée. D'autres ont été purement et simplement exclus de leur coopérative. D'autres ont encore eu la chance relative d'être traités, dans l'immédiat, avec moins de rudesse : on s'est contenté d'attirer leur attention « sur la faible rentabilité de leur exploitation » et de leur suggérer une reconversion, en leur appliquant tout de même, dans l'attente d'une solution définitive, une taxe de ramassage qui diminue pour eux le prix du lait livré.

L'argument des laiteries, coopératives ou privées, tient en un mot : la rentabilité. Tous ces petits producteurs, qui élèvent 5 ou 6 vaches et ne dépassent pas les 10 000 litres de lait par an, représenteraient donc une charge insupportable : il faut passer chez eux, chaque jour, pour quelques bidons ; alors que les grandes exploitations concentrées peuvent stocker le lait sur place dans des installations réfrigérées et être collectées par camions entiers.

Une menace pour les petits producteurs

La menace est limpide : elle vise en Bretagne 18 000 paysans, 30 % des producteurs qui livrent 12 % du total collecté. Pour chacun d'entre eux, c'est une situation dramatique qui se créera si les industries laitières appliquent leur projet. Que leur exploitation ne soit pas « rentable » pour eux, ils sont bien placés pour le savoir. Les calculs des Paysans-Travailleurs ont démontré que le prix du lait qu'on leur paie rémunère leur temps de travail bien en-dessous du SMIC. Mais qui fixe le prix du lait à 70 centimes le litre pour eux alors qu'il est payé près d'un franc aux grosses exploitations ? Et si cette activité n'est pas rentable, que faire d'autre ?

On ne peut que s'interroger sur les motifs réels de cette liquidation qui s'avance. Car l'argument de la rentabilité est bien fragile. Les frais de collecte entrent pour 6,5 centimes dans le prix du litre de lait. Il tomberait à 6 centimes si on abandonnait les petits producteurs : le profit est mince ; et les vraies raisons de l'industrie laitière sont, sans doute ailleurs.

Il y a en Europe sur-production de lait, à tel point qu'on en vient à décider d'utiliser les stocks de poudre à l'élevage des porcs. Il est donc difficile aux grandes exploitations d'augmenter leur production autant qu'il le faudrait pour arriver à un taux de profit intéressant : l'élimination des petits dégage de la place sur le marché et améliorera les conditions de rentabilité de l'investissement capitaliste en agriculture.

Maintenir les collectes

Les Paysans-Travailleurs se sont, d'emblée, opposés à ce projet qu'ils assimilent à une tentative de « licenciement collectif ». Ils exigent que la collecte soit maintenue pour tous et, conscient de ce que le projet, même s'il n'est pas mené à son terme, peut servir à faire accepter aux petits producteurs une baisse des prix, ils avancent des perspectives de riposte offensive : la revendication, pour toutes les livraisons à commencer par celles des petites productions, du paiement au prix du revient réel, estimé en référence au SMIC, à 1,06 F le litre.

Quatre ans après la « guerre du lait », qui fut la première grande lutte des paysans pour l'objectif explicite du maintien de la rémunération de leur travail, c'est une nouvelle étape de la lutte des classes à la campagne qui se prépare ; elle devrait être l'occasion d'un resserrement des liens avec les travailleurs de la ville.

notes politiques

ALTHUSSER CRITIQUE PAR L'HUMANITE

L'Humanité du vendredi 14 Mai, critique Louis Althusser pour sa préface à l'ouvrage intitulé « Lyssenko » et récemment publié aux éditions Maspéro. Dans celle-ci, le philosophe communiste s'attaquait au « système répressif stalinien » qui « subsiste en URSS ».

L'Humanité souligne que « pour sa part, le Parti communiste a défini de façon responsable son attitude sur les questions ayant trait à la démocratie socialiste en Union soviétique lors de la session de comité central des 27 et 28 mai 1975 (à laquelle Louis Althusser ne fait d'ailleurs aucune allusion) et l'a clairement confirmé lors de son XXII^e congrès. Il est dommage que Louis Althusser, dans ses travaux personnels, ignore totalement le développement de la réflexion collective du Parti communiste Français (...) en prendre connaissance lui éviterait d'une part de ne tenir aucun compte des conditions nouvelles du combat de la classe ouvrière en France, et de maintenir un attachement injustifié à la dictature du prolétariat et, d'autre part, de se livrer à d'évidentes outrances ».

SIX CENTIMES DE PLUS POUR L'ESSENCE

A partir de lundi 17 mai, l'essence coûtera six centimes de plus par litre, à Paris, ce qui porte le prix du super à 1,96 F, et de cinq à sept centimes de plus suivant les régions de province. Le fuel domestique augmente de 1,77 centimes par litre et le gaz-oil le 1 centime.

La dernière hausse remontait au 15 décembre 1975.

SURSIS POUR LES RESPONSABLES DE LA CATASTROPHE DE VIERZY

Le tribunal de grande instance de Soissons, après deux mois et demi de délibéré, a prononcé, hier après-midi, des peines de prison assorties du sursis à l'encontre de cinq des inculpés au procès de la catastrophe de Vierzy qui fit 108 morts et 120 blessés le 12 juin 1972.

Le tribunal a, en outre, déclaré la SNCF civilement responsable pour les dommages causés et mis hors de cause la société « Cofriso » chargée des travaux où se produisit l'accident.

• Un groupe issu d'une scission de l'ORA (Organisation révolutionnaire anarchiste), l'Union des travailleurs communistes libertaires publie un nouveau journal, mensuel, vendu en kiosque à partir d'aujourd'hui, pour le prix de 2 F. Ce journal s'appelle « Tout le pouvoir aux travailleurs ».

Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

SNPA LACQ

L'usine de gaz fermée depuis hier

LA DIRECTION JOUE QUITTE OU DOUBLE

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs de Lacq sont mobilisés contre le projet de restructuration de la (SNPA (Société nationale des Pétroles d'Aquitaine), société chargée de l'exploitation du gisement de gaz naturel. En effet, le projet de fusion de la SNPA avec ERAP doit se traduire par une menace accrue sur l'emploi.

Depuis jeudi, le conflit s'est durci puisque les grèves partielles ont réduit la production à 42% de la normale.

Les grévistes, en contrôlant l'outil de travail pendant la grève ont ainsi la possibilité d'imposer une production très réduite sans une perte de salaire importante. La direction a voulu empêcher cette forme d'action, en accord avec le Ministère elle a voulu in-

timider : l'usine a été fermée.

La réaction des travailleurs a été un rassemblement de masse de ceux de Pau de de Lacq devant les portes de l'usine. L'arrêt de fourniture de gaz va entraîner l'arrêt d'autres entreprises plus complexes (ATO, CDF Chimie, Aquitaine Chimie, la centrale EDF d'Artix et Pechiney Noguères). La réserve de gaz ne dépasse pas 5 jours après quoi les livraisons dans la région, aux entreprises ou aux particuliers seront rendues difficiles.

Cette provocation patronale risque fort d'aboutir à une mobilisation générale que les directions syndicales et politiques de l'Union de la Gauche voulaient éviter.

Correspondant.

HOSPICES CIVILS DE LYON

DEUX MOUVEMENTS PARALLELES

La grève se poursuit et se renforce aux Hospices Civils de Lyon malgré l'absence d'unité syndicale. L'entrée de la CFDT dans la grève, depuis lundi dernier, a permis l'élargissement de la lutte.

Malgré cela, l'unité syndicale n'est toujours pas réalisée : la direction CGT met toujours des préalables à l'unité : la CFDT doit dénoncer l'action des gauchistes et appliquer l'accord CGT-CFDT du 26 juin 74. Ainsi, au bout de plusieurs semaines de luttes, on assiste au développement de deux mouvements parallèles.

L'opposition de la CGT

Les sections CFDT maintiennent un travail de réunion par services, par secteurs avec des interventions systématiques dans les assemblées générales convoquées par la seule CGT, malgré l'opposition parfois brutale des dirigeants de la CGT. A l'hôpital de la

Croix-Rouge une assemblée, mercredi 12 mai, a voté le principe d'une banderole unitaire au défilé du 13 mai, prouvant ainsi que l'unité est possible.

La grève administrative s'impose

La grève administrative s'impose de plus en plus : à l'hôpital Edouard Herriot, le plus important des HCL, des consultations ont été assurées gratuitement, de même à la Croix-Rousse. Une réunion centrale des personnels administratif s'est tenue au siège des Hospices civils et a envisagé la généralisation de cette forme de lutte. Malgré l'opposition vive de la direction CGT, de nombreux militants CGT s'y retrouvent. Hier soir, la CFDT organisait un meeting central pour faire le point et centraliser les expériences. Le mouvement s'approfondit, bien que le personnel soignant reste encore réservé.

vie syndicale

7° Congrès CGT de l'Enfance Inadaptée

« La CFDT n'est pas notre partenaire privilégiée »

Le congrès du syndicat national des cadres, éducateurs des services de la jeunesse inadaptée s'est tenu à Bègles les 27-29 avril. 173 délégués représentaient plus de 3000 syndiqués venant de 55 départements. On retiendra surtout le sectarisme de la bureaucratie syndicale à l'égard de la CFDT. Celle-ci a été maintes fois condamnée comme « oscillant entre un aventurisme effréné et la collaboration de classe. Elle ne saurait constituer un partenaire privilégié ». L'accent est mis, à l'inverse sur les possibilités unitaires avec la fédération Santé Force Ouvrière...

Un amendement

Ce sectarisme s'inscrit dans celui de la direction confédérale : actuellement, mais il traduit le cours de plus en plus droitier d'un syndicat qui voit d'un mauvais œil la radicalisation montante du secteur.

Et s'inquiète d'une fédération Santé CFDT plus « gauche ». Mais les délégués ne furent pas unanimes pour accréditer cette ligne.

Voici un exemple d'amendement : « La CGT-Enfance

inadaptée, quelles que soient les difficultés de l'unité syndicale, doit redéfinir ses choix et sa tactique pour aller vers la réunification syndicale. Toute lutte dans notre secteur ne doit partir qu'après recherche effective de l'unité syndicale, sans que cela entraîne une paralysie ou une lenteur à l'action nécessaire pour la défense des salariés. L'organisation est au service des luttes, il appartient à la direction du syndicat d'impulser les luttes, de les coordonner, d'informer les salariés. L'appareil de l'organisation syndicale doit être le moyen de ces objectifs et non un objectif en lui-même. »

Quelles orientations ?

L'amendement n'a été ni débattu, ni voté. Il a été rejeté par la commission des amendements. Motif : remet en cause les orientations du syndicat. Quelles orientations ? En tout cas, pas celles de l'article 1 des statuts de la CGT : « Dans l'intérêt même des salariés, la CGT se prononce pour la réalisation d'une organisation syndicale unique et agit en conséquence. »

Correspondant

CII : Manifestation automobile



Hier un millier de travailleurs de la CII (voir Rouge des 13 et 14 mai) se sont rendus en cortège de voitures aux Invalides. Ils ont été reçus au Ministère de l'Industrie où on leur a fait savoir que si aucun licenciement n'était prévu avant la fusion, aucune garantie n'était donnée sur le maintien de l'emploi après la réorganisation. Les grévistes ont bloqué un moment l'autoroute de l'Ouest.



Lettre d'une militante CFDT à Rouge.

Nous avons reçu une lettre d'une militante CFDT des PTT Côtes-du-Nord critiquant les articles de notre camarade R. Yvetot sur la CFDT. Nous la publions ici, ainsi que la réponse de R. Yvetot.

Nous souhaitons que nos lecteurs continuent à nous faire parvenir l'ensemble des réflexions que peut leur inspirer la lecture de cette rubrique.

Je suis fatiguée et énervée par les articles de R. Yvetot sur la CFDT. Pourquoi faut-il que dans les seuls articles de Rouge où la LCR s'exprime en tant qu'organisation, ce soit la CFDT qui fasse l'objet de ses dissections acides... Négatifs, polémiques, dénigrateurs, voilà exactement le type d'articles sur lequel s'appuient les copains syndiqués pour dire qu'à la Ligue c'est des donneurs-de-leçon sectaires... Et c'est bien l'impression que ça donne :

— à cause de la forme et du style hargneux et mordant.

— mais aussi parce que la Ligue semble vouloir faire assumer l'intégralité de ses positions à la CFDT, ce qui est contradictoire avec sa propre conception du syndicat qui est un mouvement de masse. Bien sûr, tout n'est pas clair à la CFDT... Mais il y a de sacrés progrès et ça ne devrait pas nous arracher la langue de le dire... De même, que d'une certaine façon, on trouve ça chouette de voir que la grande majorité des « erreurs » (graves) de l'avant-projet de résolution a été corrigée dans le projet final... Pourquoi ne pas le dire...

Chez nous, cette période de préparation du congrès a été un moment de réflexion collective, sérieuse, presque enthousiaste, par exemple quand il s'est agi d'envisager la transition au socialisme. Les articles de Rouge tombaient à faux alors que ceux de Politique-Hebdo (6 au 12 mai, Alexandre Bilous) a pu nous servir une fois de base de discussion.

D'un article de Rouge, j'attendrais une analyse plus serrée que dans PH mais une forme aussi « détendue »... L'impact serait beaucoup plus fort...

Quotidiennement vôtre.

C.S. « Militante de base » CFDT-PTT Côtes du Nord

Réponse de René Yvetot : Chat échaudé craint l'eau tiède... »

La manière de parler de la CFDT pose effectivement problème en raison même de l'histoire et de la nature particulière de cette centrale. Les uns nous accusent d'opportunisme et les autres de sectarisme.

C'est qu'en effet pour apprécier une organisation comme la CFDT, il faut tenir compte à la fois de la ligne confédérale, mais aussi de la pratique de la direction, des différences entre les diverses fédérations et unions régionales, du décalage entre l'appareil et les militants/des sections syndicales, entre les militants et les adhérents...

Ainsi la camarade a l'impression que le projet final pour le Congrès a corrigé « les erreurs (graves) » contenues dans l'avant-projet. Il est vrai que le texte a été positivement modifié sur l'armée, les travailleurs immigrés, l'accord du 26 juin... Il est vrai que la CFDT parle, dans la phase de « transition au socialisme », de « nouvelles institutions autogestionnaires ». Tout ceci n'est pas négligeable et peut-être ne le soulignons-nous pas assez. Mais c'est que chat échaudé craint l'eau tiède... et se rappelle comment toutes ces belles phrases s'envolèrent lors de la période électorale de 74.

Or comment ignorer :

— Que syndicalisme-Hebdo réclame en recourant à la caricature et à l'amalgame les assemblées générales souveraines et les comités de grève.

— Qu'Edmond Maire déclare que les « nouvelles institutions autogestionnaires » pourraient prendre dans les entreprises privées, la forme d'un élargissement du pouvoir, des comités d'entreprise.

— Que la résolution pour le congrès dit explicitement que les nouvelles institutions devront s'intégrer à l'ancien appareil d'Etat rénové.

— Que la direction confédérale se prononce contre les revendications unifiantes, qu'elle explique que la nationalisation de Lip n'est pas un mot d'ordre actuel et qu'en attendant l'arrivée de la gauche, il faut se contenter d'un plan de restructuration de l'horlogerie française...

— Et que finalement le rapport général réaffirme solennellement, quant au fond, la validité de la démarche qui conduisit la direction CFDT à lancer un appel à renforcer le PS.

Alors, force est bien de reconnaître qu'il y a là pour le moins un décalage avec les discours parfois très gauche sur l'autogestion et le refus de soumettre les luttes et les revendications aux échéances électorales...

Non pas que nous pensions que la CFDT puisse et doive adopter l'intégralité d'un programme marxiste-révolutionnaire, mais parce que nous ne voyons pas pourquoi, pour autant, elle devrait adopter une ligne politique finalement assez proche de celle de Michel Rocard, quelles que soient, par ailleurs, les tonalités gauches du langage.

R.Y.

en lutte

● **Prisunic** : grâce aux différentes luttes qui se sont déroulées ces derniers temps dans les Prisunic (Parly et Elysées), la direction avait accepté que se tiennent des négociations sur les salaires réels. De fait, ce que la direction a accordé consiste en un maigre « accommodage » (de 40 à 55 francs pour les catégories 3 à 7 ; de 80 à 120 francs pour les catégories 8 à 10). Ces augmentations aboutissent à un écart inacceptable dans la hiérarchie : 1518 francs pour la catégorie 3, et 2289 francs à la catégorie 10).

D'autre part, les syndicats CGT-CFDT-FO n'ont pas signé les accords et protestent contre l'insuffisance de la prime du « jeu Prisunic » (100 francs). Un jeu qui occasionne un surcroît de travail pour le personnel, et qui chaque année procure des super-bénéfices à la direction. Les syndicats dénoncent aussi l'insuffisance de la prime de vacances : 500 francs.

C'est une lutte d'ensemble pour 1900 francs mini, une prime de jeu de 200 francs et une prime de vacances de 1000 francs qui est à l'ordre du jour.

Si au Prisunic Elysées, la combativité a décliné, d'autres magasins prennent la relève : c'est le cas du Prisunic Poteau en grève depuis samedi.

Correspondante

● **Le jeudi 15 mai, en fin d'après-midi, à Tours**, le comité de chômeurs CFDT a immobilisé un bus électrique et demandé la réponse de Royer, maire de la ville, sur la revendication des transports gratuits. La réponse donnée par la municipalité a été rapide et sans ambiguïté : les flics.

Correspondant

● **Clinique Dupré (Sceaux)** : depuis le 4 mai, le personnel administratif de la clinique Dupré à Sceaux est en grève. Ces travailleurs en grève réclament les 13 heures supplémentaires attribuées à tout le reste du personnel ; ils veulent paralyser la clinique et prouver par leur action que leur travail est tout aussi nécessaire à la bonne marche de l'établissement que celui des autres catégories de personnel. Ils sont soutenus dans leur lutte par leurs camarades non grévistes.

Correspondante

● **La direction des Compresseurs frigorifiques à Montluel (Ain)** voulait transformer les 180 licenciements collectifs en licenciements individuels. A la réunion de conciliation elle est revenue sur sa position et a signé avec les syndicats CGT et CFDT un accord portant sur le principe de licenciement sur cause économique. A l'assemblée générale de jeudi après-midi, tous n'étaient pas unanimes sur cet accord. La lutte n'est pas finie, bien au contraire, mais la situation matérielle de certains travailleurs est dramatique. Un stand sera présent à la fête de PH à Lyon. Ils ont besoin de faire connaître leur lutte. C'est le sens de l'appel à la constitution d'un comité de soutien. Solidarité financière : CCP 8 03.13.Lyon P. Emorine.

Correspondant Bourg

● **Une journée portes ouvertes** est organisée aujourd'hui au Foyer Sonacotra de Bagnolet, 41 rue Robespierre. Le comité de résidents et le comité de soutien appellent tous les travailleurs et la population à venir nombreux, à partir de 14 heures.

PECHINEY

15 USINES EN LUTTE LUNDI

- Vicdessos en grève depuis un mois
- Tout le trust aluminium solidaire

L'intersyndicale CGT-CFDT de l'aluminium Pechiney s'est réunie le 12 mai à Trascun-sur-Ariège pour faire le point sur la situation dans le trust. Le but de la réunion était d'organiser la solidarité avec les

deux usines de Vicdessos (Ariège) en grève depuis près d'un mois contre le blocage de leurs revendica-

tions par la direction de Pechiney-Ugine-Kulmann.

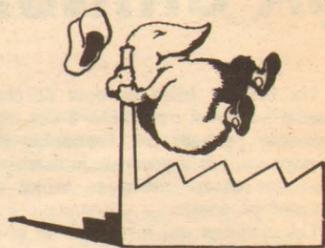
Une grève de soutien a été décidée pour les 15 usines Pechiney, à compter de lundi prochain. Elles dureront 24 heures ou plus en fonction des possibilités locales, en veillant aux problèmes de la sécurité de l'outil de travail. Elles vont coûter cher au trust Pechiney pour qui la « reprise » dans l'Automobile se traduit par des commandes importantes d'alliage.

Un des mots d'ordre de la plateforme intersyndicale concerne la création partout d'une cinquième équipe. Avec embauche des effectifs permettant son application. Seule, l'usine de Noguères a obtenu en 73 la cinquième équipe. Autre préoccupation des syndicats, l'embauche par Pechiney de tous les travailleurs au forfait, loués, qui sont en permanence employés dans les usines. A Noguères, les travailleurs insistent sur cet aspect et tiendront leur assemblée générale de grève lundi matin.

C'est la première fois qu'une action de toutes les usines, ensemble, se produit sur le trust Pechiney.

Correspondant

en lutte



● Paris-Rhône : procès en correctionnelle d'une déléguée CFDT. La direction cherche à faire entériner par le tribunal le licenciement d'une déléguée du personnel à la suite de la grève de novembre 75. L'accusation porte sur les affirmations d'une employée membre du « comité anti-grève » ainsi que du témoignage du fils d'un des membres de ce comité à la solde du patron, à propos d'un coup de pied au ventre bien qu'il y ait eu aucune trace visible de coup. La direction qui n'a pas osé faire témoigner directement ces témoins bien particuliers demande 1 F. de dommages et intérêts pour coups et blessures et entraves à la liberté du travail. Les accusations contre la déléguée du personnel sont apparues dans fondement ; des journalistes du Progrès et de la Dernière heure lyonnaise ont témoigné en faveur de la déléguée en insistant sur le climat de la grève et des appels répétés de la direction à forcer les piquers de grève. Jugement en délibéré le 3 juin.

● Après le nouvel accident mortel du travail au Siège Wendel, la CFDT suspend sa participation dans les groupes de travail « sécurité » de la direction des Houillères de Lorraine.

Le conseil Syndical des Mineurs CFDT de Lorraine, élargi aux militants a constaté que les discussions avec la direction au sein des trois groupes de travail sur la sécurité ne se répercutent pas sur les lieux de travail en améliorant la sécurité ; il a décidé de suspendre la participation dans les commissions informelles de sécurité qui n'ont aucune influence sur la réalité des conditions de travail et de la Sécurité, pour ne pas cautionner l'organisation de l'entreprise conduisant à l'insécurité actuelle. La CFDT dénonce le fait que la loi sur les comités hygiène et de sécurité ne soit pas appliquée dans les Mines et le Bâtiment qui sont les secteurs ayant le taux de fréquence d'accident le plus élevé, et exige l'ouverture rapide de négociations pour la création de comités Hygiène et de Sécurité par puits et Services.

Correspondant

● Une grève de 24 H a eu lieu hier à l'usine atomique de Marcoule à l'appel des syndicats FO, CFDT, CGT et SPAEN (autonome) pour s'opposer au démantèlement du commissariat à l'énergie atomique, à la création de filiales et notamment à la COGEMA, au transfert des actifs et personnels de la direction des productions du CEA à la Cogema.

AFP

● Crédit agricole : des grèves ont eu lieu le 12 dans toute la France contre la grille des classifications du patronat. Résultat : le patronat a retiré cette grille.

Correspondant Bordeaux

Tribune socialiste :

« La nationalisation sous contrôle ouvrier est non seulement une solution réelle, mais aussi porteuse d'avenir ».

Dans le dernier numéro de Tribune socialiste, P. Regnier et Y. Sparfel consacrent un article à la place du mot d'ordre de nationalisation dans les luttes sur l'emploi :

« Malgré l'annonce de la reprise, de nombreux travailleurs sont toujours en lutte pour le maintien de l'activité des entreprises d'où l'on veut les expulser : Griffet, Lip, Réhault, Cip, Caron-Ozanne, la Sicca (à St-Malo), Rhône-Poulenc sont les plus connues. Mais il y en a bien d'autres où l'occupation continue, sans solution pour l'instant. La garantie de l'emploi sur place, la volonté des ouvriers de vivre dans leur pays, le refus des mutations arbitraires sont les objectifs essentiels dans les luttes. Mais quelles sont les solutions ?

Elles peuvent être de trois types : la recherche d'un nouveau patron (les tanneries d'Annonay et Teppaz), la constitution d'une coopérative ouvrière (Manuest), et enfin la proposition de nationalisation sous contrôle ouvrier.

Cette dernière est la plus significative politiquement. Ainsi c'est vers la constitution d'une Régie Nationale que devraient s'orienter les travailleurs de Lip.

L'article se conclut en expliquant : « ... la nationalisation sous contrôle ouvrier est non seulement une solution réelle, mais aussi porteuse d'avenir. L'avenir ne s'arrête pas aux portes du Programme commun. Les luttes actuelles montrent la volonté de changer non seulement de pouvoir politique, mais aussi la nature du système.

« A Reault comme à Lip mais aussi à Rhône Poulenc, un rapport de force peut être créé pour obtenir une solution de Régie nationale. Le pouvoir, bien sûr, n'en veut pas. Mais, dans l'histoire du mouvement ouvrier, ne s'est-on jamais battu que pour des solutions que le pouvoir de droite accorderait ? Ne s'est-on jamais battu que pour des solutions inscrites dans un programme que réaliserait la gauche ? A l'évidence, non !

C'est pour cela que la nationalisation

sous contrôle ouvrier n'est pas un problème de propagande. Elle traduit la volonté des travailleurs de changer le système totalement, d'aller plus loin que les miettes qu'est capable de céder aujourd'hui le patronat. »

A ce sujet, la DPN du PSU avait à la mi-avril appelé « toutes les forces du mouvement ouvrier à exiger la nationalisation de Lip sous contrôle ouvrier » et mandaté le bureau national pour rencontrer les organisations politiques et syndicales afin d'examiner les conditions d'une riposte commune dans ce sens.

La LCR qui attache elle aussi une grande importance à la perspective de nationalisation sous contrôle ouvrier dans le cadre des luttes sur l'emploi et à Lip en particulier, a fait savoir à plusieurs reprises qu'elle était prête à rencontrer immédiatement le PSU pour en discuter. Aucune suite n'a été donnée jusqu'à présent à ces propositions par la direction du PSU.

TRIBUNE des luttes

Cinq ans de prison pour le soutien aux grévistes d'INNO

En octobre 1975, le personnel était en grève pour la revalorisation des salaires et les conditions de travail. Les syndicats CGT et CFDT du commerce sollicitaient le soutien de la clientèle au mouvement du personnel.

Les clients remplissaient les caddies, et quand l'addition était faite refusaient de payer en disant : « Nous sommes solidaires des grévistes, et de plus, c'est trop cher », en laissant la marchandise ; ce qui avait pour effet de paralyser la fonctionnement du magasin qui était assuré par les chefs. Durant la semaine, un grand nombre a ainsi manifesté sa solidarité.

Le 4 octobre profitant de l'absence momentanée des grévistes réunis en AG, deux hommes et cinq femmes ont fait barrage devant les portes. Deux camarades, pour manifester leur soutien faisaient enregistrer la marchandise, et quand elles ont voulu sortir en laissant à la caisse le contenu du caddie, une femme a crié : « En voilà, en voilà », et elles ont été agressées et plaquées contre le mur par les deux hommes en civil. Ils les ont traîné hors du magasin. L'une d'entre elles s'est débattue et est tombée sur le sol. Elles ont été brutalisées et injuriées en dépit des protestations énergiques des clients et d'une partie du personnel. Ce n'est qu'après avoir fait acte de violence que les deux hommes se sont déclarés comme étant de la police.

Aujourd'hui, ces deux camarades sont inculpés « d'injures, de violences et de voie de fait contre eux ».

Elles risquent jusqu'à 5 ans de prison et des amendes.

Cette répression mise en place par le gouvernement Giscard-Ponia-Chirac s'étend de jour en jour à toutes les luttes. Il s'agit, pour la police, de briser la solidarité et l'unité qui se développent parmi les travailleurs en installant un climat de peur qui les démobilise afin de casser les luttes :

— A la FNAC, le service d'ordre intérieur a agressé le piquet de grève.

— A Paris-Brune, la police est intervenue le 21 avril contre les grévistes.

— Au foyer Sonacotra, à Pâques, la police a expulsé 16 travailleurs immigrés en lutte contre les hausses de loyer, pour le droit de réunion, de visite, et de liberté d'expression...

Une fois de plus, le patronat et la police font la preuve de leur collusion contre les travailleurs en lutte et ceux qui les soutiennent.

C'est parce que nous savons que ce qui les menace aujourd'hui, c'est ce qui menace l'ensemble des travailleurs, que nous appelons tous ceux qui se reconnaissent dans leur combat à manifester leur solidarité :

— En signant la pétition ci-jointe

— En venant à l'audience le 17 mai à 13 heures, à la 10^e chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris, M^o Cité.

Section CFDT INNO, Syndicat du Commerce de Paris CFDT, SGEN CFDT Paris VIII, Section CGT Paris VIII, UL CFDT 5/13 et 14.

PSU 13^e et 14^e, LCR 13^e et 14^e, Révolution 13^e et 14^e, PS 13^e et 14^e, UTCL 14^e, UCJR 14^e, OC-GOP 13^e, PCR 13^e, Groupe Femmes 14^e, Femmes en Lutte 13^e.

LE SEXISME DIVISE (suite)



Les protestations continuent à affluer contre les brutalités et les insultes sexistes, auxquelles s'est livré le service d'ordre de la CGT, lors de la manifestation du premier Mai à Paris, contre le cortège des groupes femmes: Ce n'est pas avec des affabulations comme celles que donne la direction de la CGT : présence de femmes nues et de lesbiennes en action, viragos armées d'aiguilles à tricoter (cf. Rouge du 14 mai) que l'on convaincra les militant(e)s qui se posent des questions.

Nous publions ici une motion du syndicat CFDT DRD de l'EGF (Paris) et une prise de position de la Ligue du Droit des Femmes.

La section CFDT de la D.R. Paris s'élève avec vigueur contre les méthodes inadmissibles du Service d'Ordre CGT envers le cortège regroupant les groupes femmes lors de la manifestation du 1^{er} mai.

Ces groupes ayant été acceptés par les organisateurs CGT et CFDT, nous demandons de leur part une explication de ces faits.

Toutes violences physiques et verbales sont à dénoncer dans un cortège unitaire voulant célébrer la fête des travailleurs et des travailleuses.

Le refus de la CGT de dialoguer avec les groupes autonomes de femmes traduit sa peur d'être remis en question en tant que structure masculine ; face à des féministes qui luttent contre la violence dont les femmes sont l'objet, la CGT n'a trouvé qu'une seule réponse, la violence contre les militantes féministes, la violence contre un car d'enfants. Les coups sont-ils excusables lorsqu'ils sont donnés par un militant de la CGT ? Comprenez son erreur, la CGT a préféré rejeter la faute des incidents sur les féministes dans une note circulaire en retenant les qualificatifs qu'on a coutume de voir sous la plume des journalistes de Minute (femmes nues, lesbiennes en exhibition, aiguilles).

Ligue du Droit des Femmes

LECTEURS, SI VOUS SAVIEZ...

ÇA GRINCE ET ÇA COINCE

Un premier bilan au bout de cinquante numéros, c'est d'abord une impression, partagée par l'ensemble de l'équipe qui fait le journal : la machine n'est pas encore rodée, ça grince et souvent ça coince.

Les critiques qui reviennent le plus régulièrement dans le courrier, nous nous les adressons nous-même. La principale sur le fond : le journal manque de charpente politique, on n'y trouve pas suffisamment une démarche méthodique, l'expression quotidienne d'une orientation, point n'est besoin d'articles longs et pesants, mais d'abord d'une attention soutenue, d'une vigilance de tous les instants.

Ainsi il aurait fallu, à partir des discours de Sonnenfeldt et Kissinger suivre toutes les prises de position, de la bourgeoisie internationale face à l'hypothèse de victoire électorale de la gauche en France ou en Italie. Il aurait fallu depuis les cantonales, suivre avec une plus grande assiduité la polémique entre la majorité et l'opposition sur la question des institutions. Il aurait fallu illustrer avec une plus grande rigueur notre démarche unitaire par rapport à l'extrême-gauche autour de trois exemples : l'élection de Tours, le 1^{er} mai, l'élection de Louviers.

Plus généralement, nous avons mis en place l'ébauche d'une formule. Nous voulions un journal de confrontation et de débats. Malgré les réticences des uns ou des autres, les colonnes s'ouvrent, les tribunes, les prises de parole se multiplient, les structures de lutte voient leurs positions reproduites. C'est encore insuffisant. Il manque la discussion, les tables rondes, les polémiques. Il manque les petites informations quotidiennes sur la vie et les activités de l'extrême-gauche. Il manque une chronique sur l'existence et l'intervention des groupes dans les villes de province.

Nous voulions aussi un journal qui s'émancipe de l'actualité quotidienne telle qu'elle est modelée par les grands

moyens d'information, un journal qui fasse des choix et, dans certains domaines crée sa propre actualité. Nous souhaiterions par exemple, consacrer plus de place aux correspondants de lutte dans la rubrique sociale. Réserver une page presque quotidienne à l'armée

(problèmes d'orientation, vie des comités). Nous souhaiterions même sur plusieurs mois une page quotidienne à l'Italie ou à l'Espagne, même lorsque l'actualité officielle, celle des discours et des conférences de presse est creuse : afin de familiariser le lecteur avec un pays, ses problèmes, la vie concrète du mouvement ouvrier, des groupes révolutionnaires, le type de militantisme.

Nous savons aussi que dans ces deux pages, la rubrique société-vie quotidienne étouffe, qu'elle est envahie par les communiqués divers, largement occupée par les questions de l'armée et de l'école, et que beaucoup de lecteurs qui voudraient explorer avec nous les difficultés et les tracasseries de la vie quotidienne, connaître mieux l'envers quotidien des militants n'y trouvent pas leur compte.

Nous savons enfin, que la qualité rédactionnelle est loin d'être satisfaisante, l'amateurisme de l'équipe y est pour quelque chose. le ton général reste guindé, empesé, un peu crispé, il manque de chaleur, d'intimité et de complicité avec les lecteurs. La question n'est pas simple car il n'y a souvent qu'un pas de la familiarité à la jémagogie. N'empêche qu'on a l'impression d'une équipe qui a encore le trac ou qui n'est pas à l'aise dans ses godasses neuves.

Ce sont là des critiques qu'on nous adresse et que nous nous adressons. Pour améliorer le journal, les idées ne manquent pas, mais avant tout les moyens. Pour respirer, prendre de la place, mener les polémiques fondamentales et les débats d'idées, décongestionner des rubriques qui veulent en

même temps informer et analyser, il nous faudrait 16 pages. C'est d'ores et déjà un objectif, pour l'automne ou le début de 1977. Mais il faudra au préalable assainir la situation financière et surtout roder le fonctionnement.

En effet il ne suffit pas d'avoir quel ques idées judicieuses. Pour les mettre en pratique, il faut du recul, de la distance par rapport au journal. Or, jusqu'à présent, les responsables du journal et les responsables de rubrique, ainsi que les secrétaires de rédaction et les maquettistes ont été accaparés par l'obsession des horaires et du bouclage, rongés par l'angoisse quotidienne de « rater la province », ce qui nous est arrivé trop souvent.

Dans ces conditions il n'y a pas la disponibilité nécessaire pour passer la presse au peigne fin, construire l'unité du journal, préparer les dossiers travaillés, renforcer des rubriques en plein dans l'actualité (école tout au long des mobilisations). Les premières semaines, les camarades ont travaillé en moyenne 12 à 14 heures par jour, 6 jours par semaine. Dans ces conditions, il n'y a plus la fraîcheur indispensable, l'inventivité sans cesse renouvelée. Pire : les réunions de bilan, de préparation, de discussion sur le contenu s'espacent, se réduisent comme une peau de chagrin, ou plus simplement disparaissent.

Pas de panique. Dans cette situation il faut savoir faire la part des choses. Trois facteurs interviennent :

- la pénurie de forces qui est un élément durable : nous sommes pauvres et nous devons toujours rogner sur les effectifs,

- le manque d'expérience et de « métier » en général,
- une organisation tatonnante et qui maîtrise mal son travail.

Sur les deux derniers points nous pouvons progresser énormément et vite, gagner plusieurs heures par jour, qui sont autant de fatigue économisée, autant d'énergie disponible pour réfléchir, améliorer la qualité.



2 rue Richard-Lenoir. L'imprimerie « Rotographie » est installée dans cet immeuble. Les bureaux du premier et du second étage abritent l'activité des rédacteurs du journal.

Ci-contre : le travail de maquette sur les tables lumineuses. Minutie, précision, patience. Les textes sortis sur bromures sont découpés et collés suivant les indications des ordres-maquettes.



Ci-dessous : L'écran-correcteur. Machine complexe et pénible pour les yeux. Les camarades de l'atelier de composition s'y relaient.



Quelques réponses aux lecteurs

Depuis la parution du numéro 1, nous avons reçu des centaines de lettres de lecteurs et nous n'avons pu en publier que quelques unes. Si dans l'ensemble le jugement sur le quotidien est positif, de nombreuses critiques se recourent.

Informations et articles de fond

La plupart des lecteurs se félicitent du fait que Rouge soit aussi un quotidien où, grâce à un très large réseau de correspondants en France et à l'étranger, on trouve une information assez riche, notamment dans les rubriques sociale et internationale. Mais beaucoup de lettres estiment que l'information a trop tendance à prendre la place des articles de fond et des reportages. Certains mêmes, regrettent l'hébdomadaire sur ce plan. Depuis deux

semaines nous avons essayé de tenir compte des critiques et désormais la page 12 sera réservée à un thème particulier (cf le Québec, les femmes à Lip, le syndicat de police en Italie etc...), les rubriques s'efforcent de mieux équilibrer !

L'ouverture politique et l'orientation de la L.C.R

Si la plupart des lecteurs se félicitent de l'existence de tribunes libres, estimant même que cette ouverture est insuffisante, il nous est reproché de ne pas donner assez clairement les orientations de la L.C.R. Le journal manque d'axes. Sur le premier point nous avons proposé à toutes les organisations d'extrême gauche d'avoir une tribune libre régulière pour y exposer les sujets de leur choix. Malheureusement jusqu'à présent, seuls Lutte ouvrière et

Révolution ont accepté sans pour autant d'ailleurs envoyer régulièrement leur tribune. Le PSU quant à lui, a simplement accepté d'intervenir dans le journal quand il le jugera souhaitable et en dehors des tribunes libres. Enfin nous avons décidé de laisser un espace libre, ouvert à toutes structures de lutte représentatives (syndicat, comité de grève etc...). Rouge veut être un instrument de débat dans l'extrême gauche et tout le mouvement ouvrier et nous multiplierons les efforts dans ce sens. Quant à l'orientation de la L.C.R, elle apparaît trop souvent éparpillée dans les différentes rubriques. Nous avons établi un nouveau fonctionnement qui doit permettre une meilleure liaison politique entre les rubriques et une plus grande centralisation politique du journal. En outre, la multiplication

des éditoriaux de rubriques devrait permettre de mieux présenter nos analyses sans empiéter sur l'information et le débat.

Ce numéro sort sur 16 pages, nous voulions tous les samedis sortir ainsi, mais nous ne sommes pas prêts à passer dès maintenant à ce stade. Par contre, nous pensons qu'il sera possible de passer définitivement à 16 pages dès le mois de septembre et ainsi d'enrichir et d'aérer le quotidien.

Pendant les vacances

D'ici une semaine, nous prendrons une décision. Nous espérons continuer notre publication cet été sur 8 pages. Mais cela ne sera possible que si nos lecteurs s'engagent à nous lire sur leur lieux de vacances...

De toute façon, ce journal est le

vôtre, n'hésitez pas à prendre des initiatives, à tremper votre plume pour nous écrire, nous critiquer, faire des propositions, envoyer des informations sur vos luttes, vos préoccupations. Envoyez des articles, des dessins, des photos. C'est ainsi que Rouge sera véritablement votre quotidien.

UNE JOURNEE COMME LES AUTRES

VENDREDI 14 MAI, 9 HEURES: point de départ. Le moral n'est pas mauvais: il y a du soleil derrière les vitres, nous avons tenu les horaires tous les soirs de cette semaine, les fautes d'orthographe et de typographie ont largement diminué, la nouvelle organisation du travail que nous avons discutée et mise en place semble porter ses fruits... Bref, après quelques jours de flottement la semaine dernière, le train semble remis sur ses rails et la qualité du journal s'améliore.

Reste à continuer de l'avant. Les contraintes d'un quotidien ne supportent aucun relâchement, tant sur le plan technique que sur celui de la qualité rédactionnelle.

Or ce matin il y a du retard. La fatigue s'accumule en fin de semai-

ne et seules quelques rubriques sont déjà à la tâche.

9H.30: première réunion centrale après le dépouillement du courrier et la lecture de la presse. La direction du journal et le secrétariat de rédaction dressent ensemble le squelette du quotidien que vous avez entre les mains. Hier soir les responsables de rubrique ont transmis leurs prévisions. On sait que la dernière page dont nous avons changé la formule pour en faire une page dossier sera consacré aux Indiens d'Amérique, qu'une page entière traitera de l'armée comme tous les samedis et que les deux pages culturelles seront consacrées au semainier.

On discute les grands axes du canard: l'affaire des pétroliers que

nous n'avons pas suffisamment mise en relief hier, l'anniversaire de la création de l'Etat d'Israël, la torture en Espagne sur laquelle nous possédons des documents que la majorité des journaux se refusent à publier, le congrès du PS, la grève à Péchiney, un éditorial sur la crise des PC...

Le journal commence à prendre forme autour de ces points d'appui. Reste à répartir les masses avec précision, garder de la place pour l'actualité de la journée (qu'en bons journalistes nous devrions prévoir), unifier l'ensemble, l'illustrer, l'ordonner.

10 HEURES: chaque rubrique est maintenant au fait de l'espace dans lequel elle va ordonner sa matière. Les précisions se font avec le

ET POURTANT IL TOURNE!

VOUS LISEZ ROUGE ? ÇA NE SUFFIT PAS !

Le 1^{er} Mai, à la fin de la manif, quand les ouvriers, les employés, les femmes, les jeunes ont quitté leurs cortèges respectifs pour venir nous rejoindre, nous étions 12 000 derrière les banderoles de la LCR.

Parmi nous tous combien achetaient Rouge ?

Un sur quatre, à peine.

12 000 manifestants, qui décident de rejoindre les marxistes révolutionnaire pour crier les mêmes mots d'ordre... et seulement un sur quatre qui achète le quotidien.

N'incriminons pas la fatalité. Il faudra du temps à Rouge pour se tailler une place entre l'Huma, Libé et le Monde, parce que nos lecteurs potentiels sont des travailleurs pour qui la lecture de l'Huma est souvent nécessaire, parce que le Monde a 48 pages et nous 12, parce qu'il n'est pas dans nos intentions de nous attaquer au public de Libé mais de défricher d'autres secteurs.

Il faudra que ceux qui partagent nos idées, nos espoirs, trouvent le temps, prennent l'habitude de lire chaque jour un journal qui refuse la facilité, qui impose la réflexion, l'effort.

Mais le temps est contre nous. Nous ne pouvons pas attendre les bras croisés nos futurs lecteurs comme la terre promise.

Toute journée, toute semaine perdue, nous rapproche dangereusement de l'asphyxie financière. Lecteur, c'est à toi que nous faisons appel.

Ce journal te convient, plus ou moins, tu as des critiques à lui faire, des suggestions. Dis-le autour de toi, écris-le. Nous souhaitons que Rouge colle aux luttes, qu'il informe, qu'il aide ceux qui veulent détruire cette société.

Contre le poids des habitudes de lecture acquises, contre la fatigue accumulée qui fait renoncer à lire un quotidien, contre un climat de répression latent, diffus, qui fait craindre de sortir Rouge de sa poche dans le métro, dans un lieu public, à son travail, il faut se battre.

C'est déjà soutenir Rouge que de ne pas se retrancher au fond de chez soi pour le lire.

Nous pourrions ainsi franchir un nouveau pas. Car, en fin de compte, l'essentiel, c'est le contenu du journal. La meilleure campagne publicitaire ne pèse pas lourd si le journal ne répond pas aux aspirations de ses lecteurs potentiels. Dans cette bataille contre le temps — il faut que très vite Rouge augmente sensiblement le nombre de ses lecteurs — l'un de nos atouts majeurs sera notre capacité à améliorer la rédaction, le choix des sujets, notre analyse de l'actualité. Nous publions dans ces pages un sondage, répondez-y, étoffe-le, il sera pour nous, une base de travail importante.

Mais le temps travaille toujours contre nous.

Tout imparfait qu'il soit, ce journal correspond à un besoin, à une nécessité — sans doute l'as-tu ressenti toi-même. Et c'est en augmentant sa diffusion qu'il améliorera sa qualité. Ce n'est pas en se repliant sur lui-même, en restant au niveau de ses lecteurs actuels que Rouge y gagnera.

Rouge est absent de la vie publique et professionnelle, et pas seulement parce qu'il a encore un nombre de lecteurs trop restreint. Il faut qu'on le voie, qu'il apparaisse. On peut assurer sa publicité, dès maintenant, même à ce niveau élémentaire.

Et on peut faire mieux, et plus.

Vous qui lisez le quotidien occasionnellement, soyez convaincu que si vous l'achetez régulièrement, vous nous aiderez efficacement en stabilisant nos ventes à un niveau supérieur.

Vous qui lisez le quotidien, vous ne vivez certainement pas complètement isolé. Vos copines, vos copains ne sont probablement pas des ennemis politiques, des

chiens réactionnaires. Faites leur lire le journal. D'ailleurs, vous avez certainement aussi des camarades de travail. Ne soyez pas égoïste, ne gardez pas Rouge pour vous tout seul, faites en aussi profiter les autres.

Ne soyez pas sclérosé, abandonnez l'esprit collectionneur, renoncez à conserver scrupuleusement chacun de vos numéros (c'est dans votre intérêt qu'on dit ça : imaginez le poids dans un an, à 44 grammes le numéro !), laissez-le, bien en évidence, à son avantage, dans votre atelier, votre bureau, votre lycée, il sera lu par d'autres que vous.

Il reste que les NMPP ne nous font pas de fleurs et que la tendance est indiscutablement à la baisse de notre chiffre de diffusion dans les kiosques.

Vous risquez donc un jour de ne pouvoir vous procurer votre Rouge quotidien chez votre marchand habituel. Nous luttons contre cette éventualité en essayant de d'ajuster nous mêmes, et au mieux, les grilles de diffusion de façon que ne se produise pas de rupture de stock. Mais des vendeurs de journaux, il y en a des dizaines de milliers en France. A nous seuls, nous avons du mal à assurer un contrôle permanent des points de vente. Sur ce plan aussi, vous pouvez nous donner un coup de main. Si chacun d'entre vous surveille régulièrement le point de vente ou il achète son journal et nous communique systématiquement les résultats de son étude, on aura encore fait un grand pas dans la diffusion du journal.

Pas assez de journaux, plus de journaux, téléphonez au 808.00.81, demandez le service diffusion, communiquez nous le numéro de code de votre kiosquaire et les corrections à apporter, nous les transmettrons immédiatement au NMPP.

Maintenant, si ça vous fatigue vraiment beaucoup de vous lever un peu plus tôt pour acheter votre Rouge quotidien, il vous reste la solution de l'abonnement.

Nous, comme en ce moment, on a des problèmes de fric, on n'est pas contre. L'argent frais, dans une période de lancement d'un quotidien révolutionnaire, c'est toujours ce qui manque le plus. Alors, si vous avez des sous, n'hésitez pas, faites l'effort de vous abonner.

Au total, reconnaissons que nous demandons pas mal de chose aux lecteurs.

Peut-être parce qu'on pense que le lecteur de Rouge n'est pas un « simple lecteur ».



Ci-dessus : la sortie de roto.

Six camarades travaillent en deux équipes de trois sur la rotative. L'attention ne peut se relâcher : il faut suivre l'encrage, le mouillage, la tension du papier, les réglages de plis et de coupe. Pour le quotidien la roto tourne de 23h à 2h 30. Mais le travail commence avant : installation du papier, des plaques et se poursuit après la fin du tirage : nettoyage.

Ci-dessous : le taquage.

Trois camarades chaque soir de 23h à 3h 30 assurent cette tâche fatigante qui consiste à recevoir les journaux à la sortie de la roto, à les tapoter, tasser, égaliser... pour en faire des paquets réguliers de 250.

La rotation sur ce poste incluait au départ la rédaction. La faiblesse des effectifs s'ajoutant à la multiplicité des tâches, nous avons dû reculer et elle s'effectue maintenant seulement parmi les camarades de l'imprimerie et de l'administration.



secrétariat de rédaction, on négocie vigoureusement les horaires de remise de copie. En début d'après midi la moitié du journal doit être transmis, dument coté et proprement présenté, aux camarades de la frappe. (Ya plutôt intérêt ! Note de la frappe)

Entre temps des discussions ont lieu entre les rédacteurs et la direction sur la façon d'aborder et de traiter tel ou tel article qu'ils vont écrire.

12 HEURES : le comité de rédaction se réunit au complet, c'est à dire avec les responsables de rubrique. Le bilan du journal d'hier est rapidement dressé, suivi d'une courte discussion. On remodèle, on affine, on réoriente le journal du jour. Vite encore, chaque quart

d'heure perdu se cumulera en fin de journée et met en péril la diffusion en province.

13 HEURES : il faut organiser le moment du déjeuner au plus juste. La copie arrive, elle est relue, d'abord par les responsables de rubrique, puis par la direction ou le secrétariat de rédaction. Discussions sur les titres, tel ou tel paragraphe, telle formulation, voire sur le fond, réécriture parfois, coupures souvent.

L'après midi la copie continue d'arriver et les pré maquettes commencent d'être dessinées au secrétariat de rédaction avant d'être transmises aux maquettistes qui tout au long de la soirée monteront les pages et donneront vie au projet.

Inquiétude : les camarades de la

frappe ont remarqué un trou dans l'arrivée de la copie; effectivement une rubrique est en retard. Il va falloir avancer les horaires d'une autre rubrique pour pallier à ce retard.

Dans les rubriques on guette les dépêches pour terminer les papiers, le téléphone sonne; changement ! Le PDG du Crédit Lyonnais vient de se faire descendre. Les radios matraquent là dessus des choses douteuses. Nous en parlerons aussi, de notre point de vue; donc dégager de la place dans le journal, mettre un rédacteur sur le coup, prendre contact avec les copains du Crédit Lyonnais... C'est l'article sur l'Ethiopie qui fait les frais de l'affaire; on le passera peut-être dimanche.

16 HEURES 30 : réunion de « une » au secrétariat de rédaction. Il va falloir faire montre de flair, titrer sur ce qui est important sans tomber dans le raccourci du calembour ni dans le slogan abstrait; sortir une première page claire, charpentée, qui donne l'information tout en armant le lecteur. Reconnaissons que trouver des titres justes et originaux est chaque fois un exercice redoutable.

D'autant plus qu'aujourd'hui nous arrive l'information selon laquelle Edgardo Enriquez aurait été livré à la police chilienne; nous cherchons à vérifier; difficile. Mais nous faisons le choix de donner sous réserve l'information.

18 HEURES : c'est le sprint qui commence ! Depuis une bonne

heure, le montage des premières pages est commencé. Jusqu'à 20 heures, les derniers textes sont amenés à la frappe. Les derniers bouleversements de mise en page s'opèrent.

Tout le monde accélère : frappe, correction, maquette. L'heure tourne, 19h, 20h, 21h... Il faut encore réduire ce titre, agrandir cette photo, recorriger ce texte...

Au fur et à mesure que les pages sont finies, elles sont filmées puis ordonnées côte à côte pour faire les plaques.

22 HEURES : seule la « Une » reste à figoler. Dans deux heures, il faudra que les premiers 15 000 exemplaires soient sortis de la rotative pour la première prise NMPP en direction du Sud.

ET POURTANT IL TOURNE!

rouge A BESOIN DE 12 000 000 AF LE 15 JUIN



Il ya un an, la souscription était lancée pour le quotidien : 200 millions A.F. à récolter pour le 5 janvier 76. date du premier numéro prévu.

Au 5 janvier la souscription atteignait 160 millions A.F.

Au 5 mars, date du dernier Rouge hebdo, la souscription était montée à 226 millions A.F.

Au 5 mai elle atteignait 236 millions A.F.

Avec 12 millions A.F. de plus, la souscription atteindra 248 millions A.F.

Pourquoi demander 12 millions A.F. de plus maintenant alors que nous avions déjà dépassé le chiffre nécessaire.

Mauvaises prévisions ?

Non ! Parce que si 200 millions A.F. suffisaient au 5 Janvier, il n'en était plus du tout de même avec un premier numéro au 15 Mars. Au contraire, les prévisions étaient correctes pour le 5 Janvier parce que dans cet argent étaient prévus, d'une part les frais d'investissements à déboursés jusqu'au 5 Janvier 76, et d'autre part une réserve financière permettant de payer les investissements et le fonctionnement entre le 5 Janvier et le 15 Mars 76.

Les prévisions de départ

Les dates sont très importantes pour comprendre les problèmes financiers actuels.

En effet, la démarche des calculs de prévision était la suivante :

1- dès l'été 75, nous prenions des contacts avec des fournisseurs de matériel : ce qui fut fait :

2- nous leur payions des acomptes au comptant, et nous obtenions, des délais de paiement étalés sur plusieurs mois pour le solde : ce qui fut fait :

3- avec 200 000 000 A.F., et en sortant le 5 Janvier, tous les frais de fonctionnement et de reportage, et toutes les échéances d'investissements pouvaient être payés. Et nous pouvions attendre le 15 Mars : ce qui fut fait à une énorme différence près : nous avons payé les échéances, mais nous ne sommes pas sorti le 5 Janvier 76.

Dans l'optique de sortie le 5 Janvier, les prévisions étaient correctes, puisque le 15 Mars nous aurions dû encaisser les ventes N.M.P.P. de tout le mois de Janvier sauf Paris-surface... (voir encadré)

La réalité

1- Par rapport à ces prévisions, que s'est-il passé ?

- le 5 Janvier 76, la souscription n'atteignait que 160 000 A.F. :

- le local n'a été trouvé que fin Janvier 76, alors que, pour sortir le 5 Janvier 76, il aurait fallu commencer à l'aménager le 15 Novembre 75 au plus tard :

- nous n'avons pu sortir le premier numéro que le 15 Mars 76 (au moment où nous aurions dû commencer à avoir des recettes!!!) :

- un accident dû en partie à notre précipitation a endommagé la rotative les le n°2.

2- Quelles ont été les conséquences de ces deux mois et demi de retard ?

Mors que le canard ne sortait pas :

- nous avons dû payer les échéances prévues sur les investissements :

- nous avons payé les salaires et charges sociales des camarades embauchés (qui étaient loin d'être inactifs, rassurez-vous) :

- ROUGE a été imprimé à l'extérieur jusqu'au 18 Avril, ce qui coûtait bien plus cher que sur nos propres rotatives :

- l'impression de Politique-Hebdo et de plusieurs travaux autres que le Quotidien a été repoussé d'autant :

- la réparation de la rotative a augmenté considérablement nos frais d'investissement

3- Maintenant que le canard est sorti au 15 Mars 76, que se passe-t-il ?

- les échéances prévues à partir de cette date continuent à tomber régulièrement (les fournisseurs n'ont pas pour autant repoussé de deux mois et demi leurs factures) :

- entre le 30 Mars et le 10 Mai 76, par versements échelonnés tous les 10 jours, les N.M.P.P. nous ont versé en tout 13 000 000 A.F. pour les ventes Paris-surface (voir encadré)

- pour toutes les autres ventes, nous ne toucherons l'argent que le 15 Mai : cela représentera les ventes du mois de Mars : or en Mars ROUGE n'est paru qu'un demi-mois ; et puis il y a eu certainement une baisse des ventes pendant les vacances scolaires de Pâques : enfin le canard n'a pu être toujours envoyé à temps en province. Donc les rentrées du 15 Mai ne seront pas si importantes que ça :

- nous allons atteindre l'été avec son cortège habituel de baisse de ventes.

CONCLUSIONS

Compte tenu de tous ces éléments, nous pouvons affirmer :

1. Ces deux mois et demi de retard nous coûtent cher à tous points de vue :

2. Une partie de l'argent manquant sera récupéré plus tard avec les rentrées NMPP :

3. Une autre partie est gelée pendant un certain temps, pour diverses raisons :

4. mais surtout, la longue mobilisation de l'imprimerie (jusqu'au 25 avril) entraîne des frais supplémentaires importants que seule la souscription peut couvrir rapidement.

Conclusion des conclusion

Quand on sait qu'en 10 mois, Rouge Quotidien a été tellement désiré qu'il a recueilli 236.000.000 AF, on se dit que c'est pas 12 malheureux millions anciens qui vont enrouer l'organe de la Révolution socialiste.



Comment récupère-t-on l'argent des ventes NMPP ?

En sortant le premier numéro le 5 janvier 76, la date du 15 mars était très importante parce que :

1) Tous les jours, les NMPP (Messageries) nous payent les ventes faites sur Paris-surface mais cela ne représente que 2 500 000 AF environ à chaque fois, soit 8 000 000 à 9 000 000 AF par mois.

2) Or les ventes sur Paris-surface ne doivent représenter qu'un tiers de nos ventes totales (nous ne le saurons exactement que la semaine prochaine quand les NMPP nous donneront les chiffres de ventes nationaux).

3) Le reste de nos ventes (Paris-gare-métro, banlieue, province) nous est payé par mois, 45 jours après le fin du mois dû ; soit un paiement nettement plus substantiel que ceux de Paris-surface le 15 mars (le mois de février aurait été payé au 15 avril, le mois de mars au 15 mai et ainsi de suite).

En sortant au 15 mars, les ventes hors-Paris tombent au 15 mai.

LES CHIFFRES DE VENTE

Pour les ventes, il faut distinguer trois secteurs

a) La province

b) La grande banlieue parisienne et tous les kiosques de métro et gares de la région parisienne

c) « Paris surface » qui comprend tous les points de vente de Paris (sauf métro et gares) et la majorité ou la totalité (sauf métro et fares) des points de vente des communes avoisinant Paris.

Province et grande banlieue

Sur ces deux secteurs nous n'avons aucun chiffre précis. Le 15 mai nous recevrons le chiffre total des ventes pour la période du 15 au 31 mars, mais il ne s'agira que d'un chiffre global, non détaillé par régions. Quelques rares contrôleurs des ventes nous ont envoyé des chiffres pour des villes ou des départements, mais, les uns sont très peu précis (moyenne quotidienne de vente sans indication de période et d'extension), les autres sont précis mais sur des périodes de temps trop courtes. Prenons un exemple. La ville X nous indique que, dans la semaine du 22 au 27 mars, il y a eu 950 exemplaires reçus, 350 invendus et 600 Rouge vendus (soit une moyenne quotidienne de 100 exemplaires). Ce résultat serait intéressant si on

disposait des chiffres de la semaine précédente et de la semaine suivante, car les invendus d'une semaine se reportent sur l'autre. Pour avoir une idée correcte de la vente quotidienne il faut faire le calcul sur une période d'un mois environ.

Paris surface

Sur ce secteur les NMPP nous fournissent quotidiennement les chiffres de vente, détaillés par annexe (une annexe répartit les journaux sur les points de vente d'une zone géographique). On peut donc établir le tableau suivant.

Vente quotidienne moyenne par semaine :

du 15/3 au 20/3 :	4754
du 22/3 au 27/3 :	2780
du 29/3 au 3/4 :	2338
du 5/4 au 10/4 :	3229
du 12/4 au 17/4 :	3740
du 20/4 au 24/4 :	3222
du 26/4 au 30/4 :	3458
du 3/5 au 8/5 :	3265

Ce qui fait, pour la période du 15 mars au 8 mai, une vente quotidienne moyenne de 3348 exemplaires.

De ces chiffres on peut tirer quelques conclusions (vraisemblablement valables aussi pour la province).

— après des achats de curiosité, la première semaine de parution (6486, 5334 et 4257 respectivement les trois premiers jours), le niveau de vente s'est stabilisé entre 3000 et 3500 exemplaires.

— on n'achète pas Rouge exceptionnellement, le lendemain d'un événement comme cela se produit pour la plupart des quotidiens. La seule pointe exceptionnelle a été le vendredi 16 avril (4223 exemplaires vendus) au lendemain de la manifestation étudiante.

— si on considère les chiffres de vente de Libération, on s'aperçoit qu'il n'y a pas de concurrence entre Libé et Rouge. Depuis la parution de Rouge, les chiffres de vente de Libération n'ont pas diminué, au contraire.

Souscription

ANCIEN TOTAL 116 771.60
Sympathisante Ecole Infirmière Tours300-

Enseignant CES Bordeaux	100,00
Enseignant CET Bordeaux	100,00
GTR Ford Bordeaux	150,00
Local Rouge	110,00
Sympathisant LO Assurances	30,00
CL	57,00
GT.BNP	150,00
CR 18°	200,00
GT Banques Privées	70,00
CR 18°	800,00
GT Banques Privées	80,00
CL	9,00
Militant CGT Banques Privées	60,00
GT Banques Privées	130,00
Lectrice 18°	17,00
NOUVEAU TOTAL	119 134.60

ENQUETE SONDAGE

Contenu du journal.

- Le découpage en rubrique vous semble-t-il satisfaisant ?
- Ce découpage couvre-t-il l'ensemble des questions que vous voudriez voir aborder ?
- Le journal vous semble-t-il : pas assez analytique ? pas assez informatif ?

- Quels thèmes voudriez-vous voir abordés ?
- Ressentez-vous la nécessité de vous procurer un autre journal pour obtenir un complément d'information ?
- Quelles critiques avez-vous à apporter au style rédactionnel ?

Qui êtes vous ?

- Militant ? Sympthisant ? Militant ou proche d'une autre organisation ? Lecteur intéressé ?
- Quelle est votre catégorie professionnelle ?
- Où travaillez-vous : Atelier, bureau, lycée, facs ?...
- Quel est votre âge ?
- Pouvez-vous lire le journal publiquement sur votre lieu de travail ?

Rythme de lecture :

- Lisez vous le journal tous les jours ?
- Sinon, combien de fois par semaine ?
- Le faites-vous lire à d'autres ?

- Trouvez-vous le journal tous les jours au même endroit ?
- Manque-t-il des journaux ou y en a-t-il trop dans votre kiosque ?
- Le kiosquaire le met-il en évidence ou le cache-t-il ?

Avotre avis, le journal doit-il paraître au mois d'août ?

- S'il paraissait au mois d'août, pensez-vous l'acheter régulièrement ?
- A quel endroit ?



Contre la militarisation des sols

FONTEVRAUD : 6 ANS DE RESISTANCE

Occupant en permanence près de 200 000 ha de terrain, l'armée est le plus gros propriétaire foncier de France. Cela ne lui suffit pas : pour installer ses camps de manœuvres, ses bases, ses centres d'entraînement, elle cherche à étendre encore ses zones de territoires occupés. Expulsions de paysans, dévastation des sols : les hautes nécessités de la défense nationale n'ont que faire de ces contingences. Larzac, Canjuers, Rivesaltes, autant de lieux de résistance à la militarisation des sols. A Fontevraud, menacé depuis 1970, la résistance est opiniâtre. C'est l'histoire de cette lutte qu'explique ici le comité de défense.

Fontevraud, vous connaissez ? Bien sûr, c'est une abbaye dont on veut faire le « centre culturel de l'ouest ». Au son du canon ?

En effet, Fontevraud, c'est aussi un camp militaire qui fait actuellement 1710 ha, et que le gouvernement veut agrandir de 1380 ha.

L'armée en terrain conquis

A l'annonce du projet d'extension par Debré en décembre 1970, les propriétaires et les municipalités des 10 communes concernées s'organisent collectivement dans un groupement de défense. C'est ce dernier qui propose un plan d'aménagement rural et épuise toutes les démarches légales auprès d'une administration qui considère l'armée en terrain déjà conquis.

L'armée à Fontevraud, c'est l'armée de classe par excellence, avec la dimension élitiste sophistiquée propre à la cavalerie du cadre noir de Saumur. On a bien tenté de faire croire que l'armée créerait des emplois dans la région saumuroise. Mais on se demande bien comment elle pourrait le faire puisque, à Saumur même, elle s'est arrangé pour ne plus avoir besoin, ni des services de l'hôtellerie locale, ni des commerçants.

Les seuls contacts que l'armée peut avoir avec les problèmes de l'emploi, c'est l'obligation faite aux travailleurs d'éviter par des détours importants les routes barrées lors des exercices de tir.

L'armée a le beau rôle. Il y a 1600 propriétaires concernés par l'extension. Elle n'hésite pas à jouer la division entre eux. Elle achète d'abord à des héritiers étrangers à la région qui ne savaient même pas qu'ils possédaient une parcelle, à des agriculteurs âgés et sans enfants qui voient là un moyen de prendre leur retraite.

Rompre l'isolement

La lutte de Fontevraud n'est pas isolée. Dès le début de la mobilisation des liens privilégiés se nouent avec les paysans d'Avon et du Larzac, sur des bases extrêmement précises. « Dans la lutte des paysans du Larzac, nous reconnaissons notre lutte contre l'arbitraire du pouvoir qui méprise la volonté des travailleurs à l'usine comme à la terre ; contre l'armée qui nous retire notre outil de travail » (extrait d'un tract diffusé lors de la marche de 73 sur le Larzac).

C'est dans ce cadre que les paysans de Fontevraud participent à la marche de ceux du Larzac sur Paris, en les rejoignant avec 5 tracteurs à Orléans ; qu'ils manifestent à Saumur le 23 juin 1973 ; qu'ils interrompent la même année le défilé du 14 juillet en revendiquant cette journée comme fête du peuple et non de l'armée. La fête de la forêt du 15 août 74 est non seulement un relai sur la route du Larzac, mais aussi l'affirmation de la volonté de continuer la lutte à Fontevraud. Le rassemblement des 6 et 7 septembre, enfin, a été d'une particulière importance.



10 000 contre la militarisation

« L'objectif du rassemblement était double : d'abord rassembler tous ceux de Fontevraud et d'ailleurs qui sont directement concernés par l'extension des terrains militaires, afin d'accentuer le rapport de force contre les expropriateurs. Il s'agissait ensuite, à partir des luttes ouvrières de la région, et particulièrement du Saumurois, de Blanchaud (usine de traitement de champignons et de champignonnières), ou 2 000 emplois sont menacés, de permettre l'unité ouvriers-paysans, et par là même, augmenter les chances de victoire en mettant en évidence la convergence des luttes ».

C'est bien cette convergence des luttes qui a dominé le rassemblement : luttes paysannes et ouvrières, luttes contre l'armée à l'intérieur des casernes, luttes contre la destruction de l'environnement par la société capitaliste.

Malgré les 10 000 personnes qui sont passées au rassemblement et qui ont permis d'affermir le rapport de force, la situation est grave à Fontevraud. L'arrêt de cessibilité a été pris le 31 juillet 75. Les notifications d'expropriation ont été envoyées fin décembre 1975 aux propriétaires d'Indre et Loire et Vienne. Il ne reste plus qu'à la lutte. Pour monter leur détermination à résister, les paysans ont organisé plusieurs actions.

Octobre 75 : vendanges d'une vigne qui se trouve dans le périmètre d'extension. Projet est fait de la vendanger tous les ans.

29 février 76 : reboisement d'une parcelle expropriée.

1^{er} Mai 76 : défrichage d'une parcelle de bois récemment acquise par le groupement de défense de Fontevraud et qui se trouve à la périphérie du camp. Ce qui impose à l'armée de ne pas dépasser les limites du camp.

D'autres projets d'occupation de terrains expropriés sont en cours. Il faut se tenir prêt à y participer et à riposter nombreux quand les notifications d'expropriations arriveront en Maine et Loire.

La lutte de Fontevraud, c'est non seulement la lutte contre l'extension des terrains militaires, contre le vol de l'outil de travail des paysans, mais c'est aussi la lutte contre l'armée d'embranchement de la jeunesse, contre les juridictions d'exception, contre l'armée briseuse de grève. C'est la lutte pour l'unité des appelés, des ouvriers, des paysans.

Comité Fontevraud-Larzac

SOUTIEN AUX SOLDATS EMPRISONNES

Deux soldats du contingent, Vandeputte et Zillelian ont été condamnés respectivement à 60 jours d'arrêts de rigueur et 45 jours de forteresse (Landau, RFA)

Au procès des 12 camarades de Mulhouse

UN TRIBUNAL PLONGE DANS L'EMBARRAS

Le 12 mai, le tribunal correctionnel de Mulhouse s'est réuni pour juger 12 camarades inculpés pour inscription sur les murs, port d'armes, rébellion et outrage à agent. On reconnaît dans l'énoncé de ces chefs d'inculpation le schéma classique de la provocation. Les 12 camarades sortaient d'une réunion où s'étaient préparées les « 6 heures contre la répression dans l'armée » prévues sur la Ville. Ils n'étaient évidemment pas armés, n'avaient sur eux aucun matériel de « bombage ». Face à l'impressionnant dispositif policier qui les a encerclés et arrêtés ce soir là, ils n'ont opposé qu'une résistance passive.

250 personnes sont venues les soutenir lors de leur passage au tribunal. Cette action de solidarité était soutenue par le PS, la CFDT, la Ligue des droits de l'homme, Klap-

La hiérarchie militaire les accuse d'avoir participé aux activités des comités de soldats de leurs casernes (Montbéliard et Bittburg) . (I)

Un comité de soutien s'est constitué pour exiger leur libération immédiate. Il appelle sans exclusive l'ensemble des organisations ouvrières, syndicales et politiques, ainsi que les personnes concernées, à le rejoindre.

Comité de Soutien aux Soldats emprisonnés de Créteil Champigny.

(I) Le comité de soldats de Montbéliard édite le bulletin « 1^{er} RA-1 Bol » ; le comité de Bittburg, « Garde-à-vous-même »

perstei 68, les organisations d'extrême-gauche. Des comités de soldats ont fait savoir par communiqué qu'ils étaient totalement solidaires des camarades inculpés.

Dans ce procès, aucune pièce à conviction. Le procureur lui-même a bien dû reconnaître qu'il n'y avait pas l'ombre d'une preuve permettant d'établir la culpabilité des inculpés. L'ambiance était finalement cocasse. Le président, d'abord franchement hostile se cantonnait peu à peu dans une prudente réserve. L'avocat de la partie civile, après avoir rappelé, l'iff seul sait au nom de quelle nécessité, son passé militant se voyait objecter qu'il avait été voué au renforcement de l'Action Française. Les flics appelés à témoigner se sont inévitablement contredits d'abondance. L'un d'entre eux, ne sachant répondre à une question un peu trop précise, n'ayant comme seul recours que de se tourner vers son chef pour lui demander quelle devait être la réponse juste.

La défense a demandé au tribunal d'être logique : ou bien l'acquittement, ou bien le renvoi du dossier en cour de sûreté de l'Etat.

Ce procès est un véritable pavé dans la mare. Que peut-on attendre d'un verdict qui sera rendu le 9 juin ? Des peines de prison paraissent peu probable après une telle mise en pièce de l'accusation. Une peine symbolique, des amendes ? Ce scandale est encore possible : pour l'éviter la mobilisation de doit pas fléchir.

l'homme des casernes

ACHILLE A DES IDEES

Monsieur Aymar Achille-Fould est un fin observateur. Le croiriez-vous, il a remarqué que « le système militaire pêche incontestablement par la difficulté du dialogue ? » Homme d'expérience, (il fut secrétaire d'Etat auprès du ministre des Armées), il croit même pouvoir affirmer que lors des réunions (bi-annuelles) du Conseil supérieur de la fonction militaire « les militaires ne peuvent s'exprimer dans le climat de liberté souhaitable ».

Homme pratique et plein d'audace imaginative Aymar Achille-Fould croit avoir trouvé la solution : au côté du chef d'Etat-major il faut créer une nouvelle fonction. Devinez laquelle ? Celle d'« officier du moral ».

Mais...au fait : du moral de qui s'agit-il ? De celui du chef d'Etat-major, ou de celui des appelés ? Pour le premier on comprend les angouisses d'Achille. Pour le deuxième, en dépit des « atteintes au moral » gouvernementales, les choses ne vont pas si mal.

SOUTIEN AUX INSOUMIS ALAIN LAMOTTE ET JEAN-LOUIS SOULIE

Alain Lamotte, insoumis, emprisonné à Metz depuis le 8 avril en est à son 38^e jour de grève de la faim. Il est hospitalisé à l'hôpital des armées Legouest à Metz depuis le 7 mai. Sa faiblesse physique est extrême et on craint l'avitaminose : Alain ne boit que de l'eau, il est décidé à refuser perfusions et comprimés. Il est déterminé à poursuivre cette grève dans toutes ses conséquences : il veut purement et simplement être libre, n'ayant aucune confiance dans la « justice » des TPFA.

Pour contacter le comité de soutien à Alain Lamotte, on peut écrire à Daniel Carel, Montmort, 51 270. Il est également conseillé d'écrire au juge d'instruction Resnikow afin de lui témoigner des sentiments que soulève la manifestation de l'ordre qu'il défend.

Jean-Louis Soulié, autre insoumis, en est lui à son 36^e jour de grève de la faim. On se souvient que Jean-Louis a déjà fait un an de prison pour insoumission. Kidnappé dès sa sortie, on l'a conduit au camp d'entraînement de Givet, où il a conformément à ses opinions, refusé de porter l'uniforme. Il a aussitôt entamé sa grève de la faim.

• Alerte, le bulletin de soldats du 3^e RI de Radolfzell vient de sortir. « Bouh, déjà ! dit un méchant gradé caricaturé en première page, j'ai pas fini de comprendre le n° 4 ». Dénonciation du stage commando à Breisach où on cherche par la compétition à « métamorphoser des appelés rétifs en « chocs », en commandos invincibles et virils, en une élite aux muscles gonflés et à la tête vide ». Dénonciation aussi des calomnies que les gradés ont fait courir sur les grévistes lors de la dernière grève SNCF. Dénonciation enfin des conditions d'hygiène qui règnent au 3^e RI. Un bon catalogue de la condition des appelés.

Contre les exigences étudiantes sur les examens

LE MAUVAIS COUP ENVISAGE PAR SAUNIER-SEITE

Deux caractéristiques d'un mouvement étudiant toujours présent : des grèves qui se poursuivent dans de nombreuses facultés et des discussions sur les examens qui deviennent de plus en plus apertes et précises.

Car le secrétariat d'Etat pourrait bien préparer un mauvais coup

sur cette question. En effet, plusieurs présidents de faculté affirment, ainsi à Limoges, ou décident comme à Rennes, que s'il n'y a pas dix semaines d'enseignement effectif, et donc si la grève ne s'arrête pas immédiatement, il n'y aura pas de session en juin. Tout serait reporté à Septembre, en escomptant qu'alors il n'y aura plus de mobilisation, ou bien

c'était l'hypothèse envisagée par Saunier-Seite devant le parlement, l'année universitaire serait prolongée. C'est donc un chantage à la non-validation de l'année universitaire.

Rien de précis n'est dit au plan national, tout reste confiné dans les couloirs des administrations ou le silence feutré des rectorats. Il faut d'autant plus

rester vigilants et mobilisés sur les campus. La grève reste l'arme pour imposer les exigences votées lors de la coordination nationale de Lyon à propos des examens : deux sessions en juin et septembre, pas de rattrapage, préparation collective, discussion des modalités avec les enseignants, contrôle uniquement sur le programme d'avant la grève.

faites chauffer l'école

Les examens à Rennes : la grève, commencée le 28 janvier, continue en Lettres, une AG avec les enseignants a eu lieu le 11 mai pour envisager plus précisément la question des examens. Le Conseil de l'Université de Haute Bretagne a repris à son compte la position du Président d'ailleurs membre du SNESup à savoir que « le caractère national des diplômes requiert une durée minimale des enseignements » que « sauf reprise immédiate des cours, il ne pourrait être organisé de session d'examen en juin », et que pour qu'elle puisse être reportée à septembre il faut que « d'ici là au moins 10 semaines de cours soient assurées ». Cela signifie donc, selon le Conseil, que la session de juin est « reportée à une date ultérieure » et qu'elle n'aura lieu qu'« après dix semaines d'enseignement effectif ». Problème : ces dix semaines signifient-elles une prolongation de l'année universitaire comme l'a supposé Saunier-Seite le 12 mai ? Quant à la grève elle est animée par des commissions : théâtre, anti-CFT Citrocën, vie quotidienne, Presse.

A Nantes, pour échapper aux CRS, on nage : le 12 mai, lors de la manifestation de protestation contre la fermeture, flics à l'appui de la fac de Droit, pour échapper aux charges policières, certains manifestants se sont précipités dans l'Erdre, une rivière. La fac de Sciences est désormais occupée. Le SNESup et le SGEN ont réclamé la démission du Président d'Université, un dénommé Sparfel, animateur local des Républicains Indépendants. Ils ont réaffirmé le droit des étudiants à deux sessions d'examens, dont une en juin.

Des enseignants pour un mouvement général : la commission administrative de la FEN de Mayenne a voté une résolution déclarant aux réformes « dont l'ensemble de la Jeunesse scolarisée exige l'abrogation », « la seule réponse valable est l'extension du mouvement à toute l'Education Nationale ainsi que l'ont demandé les coordinations nationales étudiantes et lycéennes ». Elle « affirme la nécessité de la grève conjointe des étudiants, lycéens, personnels ».

Lycéens de St Brieux : ils ont réalisé à 100 une manif anti-nucléaire le 6 mai. Elle était à l'initiative du comité anti-nucléaire du lycée Rabelais créé pendant la grève qui a duré jusqu'au 7 mai. Il y avait des cercueils, des bombes... Dans le même bahut une AG s'est tenue le 13 mai et un tract va être rédigé par le comité de lutte avec le comité de chômeurs, le centre FPA en lutte, les ouvriers de la

Chaillotine en lutte, qui souligne le caractère commun des différents combats.

La politique interdite à Sartrouville : dans le lycée de cette ville, huit élèves ont reçu des avertissements cette semaine pour avoir participé à des 10% en février. Leur dossier parle d'« agitation politique » et ils ne seraient pas admis à redoubler.

A la Sorbonne

Des casseurs officiels : les vigiles

Uniformes bleu-gris, casquettes de flics américains, cheveux courts et démarches de boxeurs à la petite semaine. Ce sont les vigiles de la Sorbonne.

Les flics privés que s'offre gracieusement l'administration de l'endroit qui abrite le rectorat et un des présidents d'université les plus réactionnaires de tout Paris, responsable également du Centre Clignancourt.

étudiants. Enfin, alors que se tient une petite assemblée générale dans « le hall des amphithéâtres », au fond de la cour de la Sorbonne, face à l'entrée, ils chargent. Coups de poings américains, petites bombes lacrymogènes, matraques. Ils sont tous là, 31 au total. Deux étudiants sont blessés. L'un grièvement, l'hôpital le garde deux jours. Ils décident de porter plainte, soutenus en cela par la Présidence de Paris 1.

Colère et rage

Les casseurs officiels

La racaille étudiante, ils n'aiment pas ça, et, hier 14 mai, on les a autorisés à le prouver. Une journée portes-ouvertes était organisée par le comité de grève. Discussions, forums, films, des travailleurs invités de la Sonacotra, des Câbles de Lyon, des PTT... rien de plus pacifique. Vers 11 heures, cela ne l'était plus. Les casseurs officiels commencent par arracher les affiches. Puis débranchent rageusement un électrophone mis en place par les

Treize heures. Une centaine d'étudiants circulent discutent, dans la cour, dans la rue, dans les couloirs. Colère et rage contenues. Les preux défenseurs de l'ordre sont, toutes catégories rassemblées, dans les parages : trois cars de flics place de la Sorbonne, trois cars de gardes mobiles place Paul Painlevé, vigiles et flics en civil mêlés, à l'entrée et dans la cour, et aussi des gens du personnel, appariteurs ou travaillant à l'entretien. Pas étonnant : la CFT est parmi ces derniers, le syndicat unique...

« Réformes »

LE 3^o CYCLE, AUSSI...

Le troisième cycle, c'est une formation qui se situe en cinquième et sixième année de l'enseignement supérieur, après l'obtention de la maîtrise. Jusqu'à cette année, tout étudiant non salarié en troisième cycle avait droit à une bourse de 6000 F par an. A partir de la rentrée 76, il n'y aura que 1500 bourses pour toute la France et toutes les disciplines d'un montant de 2000 F par mois. L'étudiant sera considéré comme un salarié mais sans aucune garantie. Ce système sera géré directement par la DGRST (Ministère de l'Industrie) indépendamment des instances universitaires. Ce système implique une sélection des étudiants, avec les critères suivants : économiques, recherche de prestige (Concorde), recherche rentable à court-terme ou ayant des implications militaires (énergie nucléaire, pétrole, industrie chimique...). Ces dispositions sont du moins celles d'une réforme imminente, faisant partie d'un vaste plan de restruc-

turation de l'enseignement et de la recherche. Le collectif national des étudiants de troisième cycle dénonce la politique du secret autour de cette réforme, la réduction d'au moins 50% des allocations d'étude, l'établissement d'un numerus clausus en troisième cycle, l'habilitation des seuls laboratoires réputés et axés sur la recherche rentable à court-terme, l'accentuation du contrôle direct du patronat, du Ministère de l'Industrie et de l'Armée sur l'Université. Il propose : une allocation d'étude pour tous, un salaire égal au SMIC pour tous, dès la première année de troisième cycle, le droit pour tous à un emploi et un salaire correspondant à la qualification acquise, une garantie statutaire c'est-à-dire le droit à l'allocation chômage et aux indemnités de licenciement.

Son adresse : Tour 43-33 (4ème étage 412) à la faculté de Jussieu, téléphone 336 25 25 poste 40 88.

les temps modernes

DEUX CIGOGNES ET UNE BISCOTTE

Le numéro de mai de *Klapperstei 68* est tombé avec sa ponctualité habituelle, puisque ce journal fête son 4^e anniversaire (« plus que 96 avant le centenaire ») : les jeunes, le procès des 12 antimilitaristes de Mulhouse (la ville natale de Klapperstei), les excursions-ventes dans la Forêt Noire et... les ambitions de Müller, le maire social-démocrate (parti croupion des « socialistes »-qui-ne-veulent-pas de-l'alliance-avec-les-communistes) qui s'est plaint à la direction de FR3 de la projection du film « un dimanche pas comme les autres » qu'il avait jugé scandaleux sinon pornographique. Il s'est ainsi attiré une réponse de FR3 dans laquelle il se fait donner une leçon de liberté... bravo Mr Müller, comment vous sentez-vous et à qui rêvez-vous ?

Uss'm follik, le compère strasbourgeois de *Klapp*, bimensuel vient de paraître avec un peu de retard, il faut se dépêcher de l'acheter dans les kiosques : un dossier Ecole réalisé avec l'Ecole Emancipée, l'occupation d'appartement à la Krutenau... et puis l'objectif « 3000 lecteurs nouveaux »... ils sont fous ? Un peu, et alors ?

Parlons aussi de « *La Biscotte* » (le journal qui tombe toujours du côté beurré), tout offset, le journal de contre-information du Val d'Oise. Ce qui fait la vie d'un département parisien : deux pages de vie sociale, quatre pages « consommation », les transports et les spectacles. Après sont dixième numéro, *La Biscotte* compte prendre son essor et est diffusé dans toutes les gares, tous les kiosques et certaines librairies du Val d'Oise. En principe, parution aujourd'hui.

ROLAND AGRET REDIGE UN NOUVEAU MEMOIRE

« Si Agret passait aujourd'hui devant une Cour d'Assises, ma conviction est qu'il serait acquitté ». C'est M^e Dissler qui parle, son avocat. Il a sans doute raison. Mais le problème est précisément que ce nouveau passage aux Assises est refusé à Roland. Que les magistrats de la Cour de cassation en sont encore à nier la réalité des « faits nouveaux » qui seuls peuvent permettre une réelle révision du procès. « Le supplément d'enquête demandé, explique encore M^e Dissler, exprime qu'il y a doute sur la culpabilité. Mais Roland est toujours en prison. Plus que jamais déterminé à ne pas céder.

Autour de lui la solidarité se renforce. Le dernier meeting du comité de Marseille a été un succès. D'autres initiatives sont en préparation, à Marseille, à Paris. Il faut contraindre le pouvoir à libérer Roland, se battre pour l'ouverture de ce dossier accablant pour le régime.

Réunions du comité de soutien marseillais : Samedi 15 mai 17 h 30', et mercredi 19 mai à 20 h 30, au local de La Criée, 39 allée Gambetta, Marseille.

Soutien financier : d'Argenio, CCP 190422 V, Marseille.

Réunion du comité de soutien parisien, 17 rue Hoche, mardi 18 mai à 20 h 30, en vue de la préparation des « 6 heures pour Agret », le 22 mai.

TRIBUNE des luttes

A Lyon, l'« école Nouvelle » en lutte

Le conflit de l'« Ecole nouvelle » dure depuis le 11 février à Lyon. A l'origine le licenciement de deux, puis quatre institutrices par une directrice insatisfaite de leurs méthodes pédagogiques. De quoi surprendre quand le principe de cette école est justement l'approfondissement et l'utilisation d'un pédagogie ouverte. Le syndicat SEPR-CFDT anime sur place la mobilisation. Les institutrices licenciées nous ont adressé le texte suivant, mettant en évidence l'ambiguïté et les contradictions d'une telle « école privée new look ».

Le conflit qui dure à l'Ecole nouvelle, place Ste Anne, de Lyon, fait apparaître :

— Toute l'ambiguïté des associations de type loi 1901 où la relation employeurs-employés est bien une réalité mais se veut masquée par une non-reconnaissance statutaire des situations d'employeurs et d'employés. Ces derniers se voient alors privés de tous les droits lorsqu'ils ne peuvent se référer à une convention collective signée par l'établissement (...). Ce qui veut dire qu'à n'importe quel moment, ils peuvent être licenciés sous n'importe quel prétexte et n'ont même pas le droit de grève.

— Tout le problème de l'entretien et du développement du secteur privé. L'Etat encourage la création de ces associations. Il leur verse par les contrats une partie (contrat simple) ou la totalité (contrat d'association) de leur moyen d'existence. Qui en bénéficie ? D'une part une partie des enfants des plus nantis. D'autre part des enfants ayant des difficultés scolaires venant de milieux plus défavorisés qui n'ont pu trouver leur place au sein de l'Education nationale à cause des classes surchargées et d'une politique de sélection. Le gouvernement actuel encourage la privatisation alors qu'il refuse à l'Education nationale des crédits qui permettraient la création de nouveaux postes garantissant des effectifs plus réduits, 25 élèves par classe. Il compte ainsi sur l'enseignement privé, palliatif aux carences de l'Education nationale.

— Ce qu'est dans l'enseignement privé l'Ecole nouvelle, à travers sa gestion et sa pédagogie. Contrairement au privé « libre », l'Ecole nouvelle dépend d'une association qui se définit comme « neutre » et se dit « autogestionnaire et démocratique ». Comment parler de neutralité, d'autogestion et de démocratie quand la directrice et le conseil d'administration ont tout pouvoir : licenciement de la totalité des institutrices, exclusion d'une partie des parents, ceux qui, par leur réflexion et leur action (mise en place d'une cotisation sous forme de barème, hiérarchisé selon les revenus), avaient essayé d'ouvrir l'école à d'autres classes sociales que la petite ou la grande bourgeoisie.

En fait, qui, à l'Ecole nouvelle bénéficie de l'amélioration des méthodes pédagogiques, pour l'apprentissage, la vie de groupe, le développement de l'esprit critique et d'analyse, l'expression libre ? Dans l'ensemble les enfants des plus nantis, de ceux qui ont le pouvoir à l'Ecole et dans la société actuelle et veulent faire de leurs enfants les « cadres ouverts » de la société de demain.

Les institutrices licenciées

une copine plein les bottes du vert !



Ce mercredi soir, il s'en est passé des « vertes » et des pas mûres dans tous les foyers français, dans tous les bistrotts et même à une réunion politique qui avait été avancée à la demande pressante des camarades mâles, parce qu'à 21h, l'ordre du jour...c'était le match.

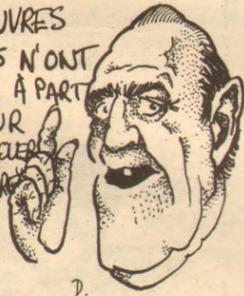
Nous les femmes, nous avons pensé d'abord prendre notre tricot, comme nous nous le sommes entendu dire à la manif du 1^{er} mai, nous sommes tellement conditionnées par la mode que depuis nos banderoles jusqu'à nos tricots, nous donnons dans le violet...et nous n'avons eu peur que cela ne soit pas compris par les copains, car ce soir là le vert s'imposait.

D'ailleurs même le PC à Tours a troqué la faucille et le marteau contre un rond vert...alors vous voyez bien ! Dans un commissariat de Lyon, un algérien, lui...allez les verts ! Serge Mazoué et Jean Jacques Lahyani emprisonnés...allez les verts ! Ulrike Meinhof assassinée...Allez les verts ! Alors j'ai préféré m'en aller, et en rentrant chez moi, j'avais l'impression d'entendre Schmidt et Giscard ricaner... Verte de colère j'ai décidé d'écrire : l'ambassadeur bolivien tué, Goldman acquitté...allez les rouges ! et même si c'est la couleur du Bayern, tant pis !

F.M. une sympathisante « ultra-gauche » !

LES ORPHELINS ONT LES DENTS BLANCHES

CEs PAVRES ENFANTS N'ONT PERSONNE, A PART NOUS, POUR LEUR INCULQUER L'ELEMENTAIRE PROPRIETE



Non sans une sorte d'ingénuité, les laboratoires Goupil expliquent dans une notice placée à l'intérieur des boîtes de Fluocaril, la façon dont ils ont testé ce dentifrice :

1^o Rigoureusement : sur des sujets jeunes, vivant en collectivité surveillée (orphelinats), c'est-à-dire soumis aux mêmes conditions d'existence, d'alimentation et d'hygiène, et suivis pendant toute la durée de l'expérience.

2^o Systématiquement : le brossage bi-quotidien des dents a été contrôlé journalièrement par un personnel spécialement éduqué.

3^o Objectivement : les sujets, répartis par tirage au sort, en deux groupes identiques (Groupe fluoré et Groupe témoin), leurs moniteurs, et les expérimentateurs eux-mêmes, ont ignoré jusqu'à la fin la formule des pâtes utilisées (expérience dite du « double aveugle »).

Les examens et contrôles annuels ont été enregistrés sur fiche dentaire spéciale individuelle et l'interprétation des résultats, en fin d'expérience, a été soumise à une évaluation statistique rigoureuse...

Ce que ne dit pas ce rusé Goupil, c'est qu'il a attaqué en justice le Dr. Pradal(1) qui a dénoncé la présence de substances dangereuses dans le Fluocaril. Il tait aussi le fait que l'expérimentation pharmacologique dans les orphelinats a déjà été mise en cause (affaire de l'orphelinat de Meudon, mais avril 73)

(1) Dans son livre « Guide des médicaments les plus courants »

A propos de la campagne de Dassault pour le retour des femmes au foyer

NON AU SALAIRE MATERNEL

Le récent sondage effectué pour *Jours de France*, sur les femmes, le travail, la famille, relance le débat sur le salaire maternel. Une écrasante majorité serait favorable au versement du SMIC aux « mères de famille ». Dassault n'est pas le premier défenseur du salaire maternel : l'ont précédé dans sa campagne Debré (natalité oblige), et le PFN qui collait joyeusement des affiches sur ce thème, il n'y a pas si longtemps.

Toutefois si le sondage de *Jours de France* révèle qu'une fraction de la bourgeoisie et notamment du patronat réduirait volontiers le chômage en renvoyant les femmes au foyer, si les troupes du PFN ont besoin de retremper leur virilité par l'exaltation de la mère, il serait étonné de voir dans ces propositions que lubie réactionnaire. Le salaire maternel jouit d'une popularité certaine (payé au SMIC - l'allocation de 500 F généralement proposée ne séduit personne). Popularité auprès des femmes au foyer qui voient leur travail reconnu comme tel, et rémunéré ; popularité auprès des travailleuses sous-payées qui, une fois les frais de garde déduits, gagnent moins que le SMIC pour trimer toute la journée à la chaîne ou devant une machine à écrire. Le gouvernement n'est nullement prêt aujourd'hui à accorder ce salaire maternel. Les déclarations de Giroud, les mesures Veil supprimant l'allocation de salaire unique (mini salaire maternel) au profit d'une allocation par enfant le prouvent payer au SMIC toutes les femmes reviendrait trop cher et d'ailleurs, l'économie a besoin d'une masse de travailleuses sous-payées dans des secteurs décisifs.

Pourtant la séduction que peut exercer cette mesure défendue par certaines féministes pour qui le paiement de la masse énorme de travail ménager gratuit ruinerait le capitalisme - ce n'est pas l'avis de Dassault - exige les prises de position les plus fermes. Nous sommes

par principe opposées à toute mesure qui va à l'encontre des intérêts des femmes, à l'encontre de ce que sera leur libération future même si en raison du faible niveau de conscience, elle peut être ressentie comme une amélioration. Le salaire maternel, c'est l'enfermement des femmes au foyer, la relégation aux tâches dites naturelles, l'exacerbation de la division sexuelle du travail (aux hommes la production, aux femmes la reproduction). Et puis pourquoi payer les femmes au SMIC ? Naturelles ? les tâches ménagères ne sont rémunérées. Il leur reste un zeste de nature qui les intègre aux travaux les moins qualifiés, ceux des smicards. Curieuse contradiction avec le discours sur les grandeurs et les difficultés de l'élevage des enfants...mais passons. Il va de soi que les travailleuses qui effectuent strictement les mêmes tâches ménagères que les femmes au foyer

ne percevraient pas un centime de ce fameux salaire maternel. Double journée demi-salaire, il faut bien payer pour le crime d'abandon d'enfants. Si elle était acceptée la mesure aurait au moins un effet radical : la division brutale entre femmes au foyer et « travailleuses au dehors ». Quant à l'indépendance économique que ce salaire maternel procurerait c'est du rêve éveillé ; avec le SMIC on peut, peut-être, s'acheter une robe sans l'avis du mari, on ne peut vivre sans lui et son salaire, surtout avec des enfants !

Contre le salaire maternel c'est le droit à l'emploi des femmes qu'il faut défendre, et donc le droit à l'inscription au chômage et à une formation de toutes les femmes. Droit à l'emploi, non parce que le travail « libère » mais parce qu'il éloigne du ghetto du foyer, parce qu'il ouvre aux femmes le niveau de l'activité sociale et donc de la lutte.

Frédérique Vinteuil



Grièvement blessée par un tir tendu de grenade il y a 8 mois GENEVIEVE RECLAME JUSTICE ET REPARATION

Le 26 Septembre 75, a été connue la nouvelle de la condamnation à mort des militants espagnols. De nombreuses organisations appelaient à une veillée de protestation devant l'ambassade d'Espagne. Partie de chez elle après avoir couché ses enfants, Geneviève Leduc arrive vers 23h à l'angle des rues Quentin Bauchard et François Ier, à plusieurs centaines de mètres du lieu de la manif. L'endroit était absolument calme. C'est pourtant là qu'elle a été abattue par une grenade à tir tendu, tirée d'un groupe de policiers qui se trouvait à une trentaine de mètres. Victime de fractures multiples du crâne, elle est restée plusieurs jours dans le coma ; maintenant elle est sourde d'une oreille et les effets des fractures sont loin d'être résorbés.

À l'époque, la presse a évoqué l'affaire. Des organisations de gauche et d'extrême-gauche ont alerté l'opinion dans le quartier où elle habite. Le PC et le PS ont posé des questions au Conseil de Paris et à l'Assemblée Nationale. Mais nous avons pensé que cela ne suffisait pas. Aussi avons-nous constitué notre comité, soutenu par la LCR, le PSU et le PS ainsi que le Mouvement d'Action Judiciaire.

Nous avons appelé notre comité, « comité contre les tirs tendus ». Non que nous pensions qu'il est possible

d'isoler cette forme de violence policière des autres. Mais simplement parce qu'il s'agit là d'un cas très précis et très grave de violence policière. Le lance-grenade qui, selon les règlements en vigueur doit tirer en l'air pour que les gaz dispersent les manifestants, est très souvent utilisé pour viser directement : trois jours après que Geneviève ait été blessée, une jeune fille a perdu un œil à Fougères au cours d'une manifestation syndicale pour l'emploi ; de la même manière, Mr Gourmelin a perdu un œil lors d'une manif paysanne. Et ce n'est que récemment que Richard Deshayes a vu aboutir sa plainte : il avait été défiguré, avait perdu un œil et une bonne partie de la vision de l'autre, il y a cinq ans. Ces exemples sont connus, il y eut dépôt de plainte, mais combien d'autres ont préféré se taire, n'ayant aucun espoir de gagner contre la police.

Lors des récentes manif étudiantes, deux lycéens ont été blessés de cette façon, et il est surprenant qu'il n'y ait pas encore eu de morts.

Nous voulons obtenir un procès au plan pénal, nous voulons que l'auteur du tir tendu soit recherché, il est important que des sanctions soient prises pour que cesse l'impunité dont jouit la police en pareil cas. Au procès de Deshayes, le brigadier Le Floch a été inculpé trois ans après l'agression, mais une amnistie a

mis fin à l'instance engagée. Après quoi, Le Floch a été promu officier. C'est pourquoi Richard a dû porter l'affaire devant un tribunal civil, où la victime doit seulement établir l'existence d'un dommage, la commune étant responsable des dégâts commis lors d'une manif. Cependant, restriction importante, les communes peuvent arguer d'une faute commise par la victime (participation à une manif violente ou interdite) pour obtenir un partage de responsabilité.

Jusqu'à maintenant, nous avons surtout mené notre propre enquête sur le cas de Geneviève et les cas similaires. Si les lecteurs de ROUGE pouvaient nous aider (photos, témoignages....) cela nous serait utile. Nous préparons un livre sur tout cela. La difficulté de ce genre d'affaire, c'est qu'elle peut toujours émuover sur le coup, mais bien vite, les gens oublient et l'action risque de s'enliser. C'est ce que nous voulons éviter en conservant des contacts avec la presse. Nous pensons aussi qu'il est nécessaire de relier les différents cas de ce genre et pour cela une structure permanente comme notre comité est nécessaire.

Comité Geneviève Le Duc (contre les tirs tendus)

13, rue de Pléto, Paris 15e

les temps modernes

LE GROUPE DE LIBERATION HOMOSEXUEL COMMUNIQUE

Un GLH vient de se constituer à Rennes. Il vise à rassembler les hommes et femmes désireux de lutter efficacement contre l'oppression dont sont victimes les homosexuels (le) Il tiendra des permanences tous les jeudis de 18 h 30 à 20 h à la librairie « la dialectique sans peine » rue Leperdit à Rennes.

ISSY-LES- MOULINEAUX JOURNEE CONTRE LE RACISME

La MJC, l'ACSI, le MRAP, l'ASTI organisent le 22 mai une journée contre le racisme à la Maison pour tous d'Issy-les-Moulineaux (65 rue Gambetta, M^o Corentin Celton).

Au programme :

L'enfant émigré parle
Exposition : conditions d'habitation des travailleurs immigrés à Issy.

Exposition vente de livres sur le racisme dans notre pays.

Films :
14 h 30 : Etranges étrangers
17 h : Soleil « 0 »
21 h : Elise ou la vraie vie

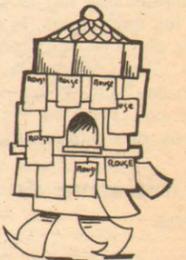
Débat.
Participation aux frais : 10 F pour la journée. Buffet, bar...

AVEC LEUR PETIT VELO...

les Amis de la Terre organisent une manifestation à vélo simultanément à Paris, Londres, Stockholm, Bruxelles, dans les grandes villes d'Amérique du Nord, et de nombreuses villes de Province. Ils se proposent par cette manifestation de relancer la campagne pour favoriser les transports en commun, les voies piétonnes, les voies cyclables, et les espaces verts dans la ville.

Procès à Rouge hebdo

Vendredi 7 mai à Sarreguemines en Moselle, Henri Weber pour Rouge et des militants du PSU local, sont passés devant le tribunal pour avoir dénoncé en octobre 1974 les conditions d'exploitation des travailleurs de la clinique St-François du Dr Grosse à Forbach ainsi que pour la dénonciation de la médecine pratiquée au rabais. Le Dr Grosse demande 20 millions d'anciens francs de dédommagement. Les avocats sont Maîtres Blum, Leclerc et Conte.



Achetez Rouge tous les jours dans le même kiosque

Contre les fermetures
voulues par les préfets

MJC EN LUTTE

Boulogne-Billancourt, Courbevoie, Dourdan, Bry sur marne, banlieues...étapes de l'itinéraire incomplet mais significatif des MJC de la région parisienne qui résistent aujourd'hui aux attaques répétées du pouvoir. A Viry-Chatillon, un maire musclé, Longuet, avait cru résoudre tous les problèmes en les enterrant en même temps que la MJC à l'aide d'un escadron de bulldozers d'assaut...les MJC de la ville de Paris ont, elles, un statut différent et particulier puisqu'elles dépendent directement de l'Etat et en l'occurrence du préfet : à la porte de Vanves, ce zélé fonctionnaire refuse purement et simplement d'agréer le directeur embauché par le conseil d'administration ; pensez donc, un militant syndical et politique ! Il sous trait du même coup de la subvention le montant de son salaire ; aux Deux portes on supprime la subvention, on expulse des locaux. En province les MJC dépendent entièrement du bon vouloir des municipalités qui ne sont pas toujours la fine fleur du progressisme en matière d'animation des villes ou des quartiers.

Quels biais ?

Judi dernier, à 16 heures, c'est le syndicat régional FEN-CGT des personnels MJC de la région parisienne qui appelait les directeurs de MJC à manifester à la foire de Paris. Celle-ci, étant placée sous le signe de la qualité de la vie, il était en effet pas inintéressant d'y poser le problème des loisirs et de ce qu'il est convenu d'appeler l'éducation populaire, des contraintes économiques et de la répression d'ordre moral. La FEN-CGT a plus insisté sur le premier aspect du problème. Qualité de la vie « Mais à quelles activités de loisirs peut se livrer la plus grande partie de la population laborieuse quand l'aggravation de la crise capitaliste porte durement atteinte à ses conditions matérielles de vie ? » demandent les directeurs de MJC alors que l'Etat raréfie les crédits et que la TVA pèse de plus en plus lourde sur les associations.

Le budget de la jeunesse et des sports ainsi que celui des Affaires culturelles sont dérisoires, c'est connu ; ils passent en opérations de prestige, grandeur et autres rayonnements de la France ; c'est patriotique et asphyxiant. En même temps que les licenciements économiques et politiques, les syndicats dénoncent le manque d'une centaine d'éducateurs de MJC, et de milliers d'animateurs. Le budget de la Fédération française des MJC ne suffit même pas à payer les salaires de son appareil.

Cet appareil, il est vrai, n'est pas toujours considéré comme très efficace par les MJC en lutte. Il n'a pas pris en compte la modification profonde des activités et des aspirations des adhérents des MJC depuis mai 68, la politisation croissante de toutes les animations, le désir toujours plus grand de liens entre les adhérents et la vie des quartiers ou des villes. Malgré la constitution d'une commission des MJC en lutte, il subsiste de nombreuses divergences entre la Fédération française et les membres des différentes maisons.

Une initiative de la MJC Porte de vanves

Sur les problèmes institutionnels, polémiques, politiques, sur les problèmes de l'ordre moral dans l'animation culturelle et des résistances qu'il suscite, Rouge reviendra ces prochains jours à l'occasion d'une enquête globale.

En attendant et pour ne pas perdre son temps on peut toujours participer aux prochaines étapes de ces luttes en soutenant l'initiative de la MJC de la porte de vanves le 19 mai devant l'Hôtel de Ville de Paris à 16 H 45 place de l'Hôtel de Ville.

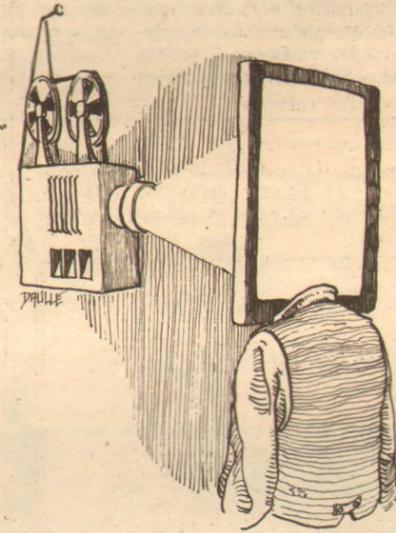
Marc Corti

au fil de la semaine

CINEMA

RAPPEL

- L'honneur perdu de Katharina Blum, de Volker Schlöndorff
- La terre de la grande promesse, d'Andrejz Wajda
- Comment Yukong déplaça les montagnes, de Joris Ivens
- La dernière femme, de Marco Ferreri
- Une femme sous influence, de John Cassavettes
- La spirale, d'Armand Mattelart, Jacqueline Meppiel et Valérie Mayoux
- Au feu... les pompiers, de Milos Forman
- Vol au-dessus d'un nid de coucou, de Milos Forman
- Gloria Mundi, de Nikos Papatakis



EXPOSITION

Musée des Arts Décoratifs

CHASSE A L'ANAMORPHOSE

Issue de recherches optiques mises au point au cours du XVIème siècle, l'anamorphose est la destruction d'une image, sur une surface plane, pour sa reconstruction en relief en vision oblique ou bien dans un miroir cylindrique, conique ou même pyramidal placé au centre de l'image déformée. L'anamorphose peut être exécutée sous forme de fresques, de gravure (sur bois, eaux-fortes...), de gouaches, de peintures, de constructions dans l'espace de films, (ces deux dernières tentatives sont des recherches contemporaines). Il existe en Chine une ancienne tradition d'anamorphoses dont beaucoup à sujet érotique qui sont peut-être l'origine des premières recherches européennes (Léonard de Vinci, Dürer...).

Si, au départ, ces jeux optiques étaient des recherches de mathématiciens, de philosophes, d'artistes, qui levaient des doutes sur la perspective renaissante, et peut-être même au-delà, sur le peu de réalité de l'objectivité, ils devinrent assez vite un divertissement savant mais creux pour une société raffinée. Les sujets traités sont surtout politiques, populaires et licencieux, c'est-à-dire qu'ils rusent avec les tabous. La décomposition de la société aidant, les XVIIIème et XIXème siècles verront l'anamorphose se vider peu à peu de son contenu philosophique et en devenir le reflet corrompu.

Le conservateur du Musée des arts décoratifs dont le musée d'ameublement est peu fréquenté a trouvé astucieux de dissimuler les anamorphoses dans les collections à raison d'une ou plusieurs salles. Cela dans le but très clair, mais inavoué de faire visiter son musée.

Cette dispersion ne permet pas d'avoir une vue chronologique et donc intelligente des pièces présentées et les noie parmi celles qui sont des pièces sans intérêt. Dommage.

C.O.

LINRES

DU PASSE, FAISONS TABLE RASE ?

de Jean Chesneaux

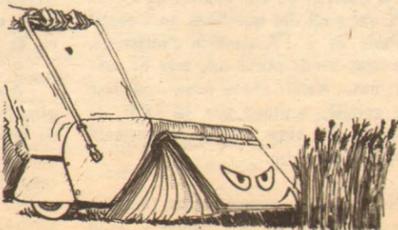
Petite Collection Maspéro

Dans son livre, J. Chesneaux pose les problèmes du savoir historique et de la pratique sociale et poursuit la réflexion déjà élaborée par le Forum Histoire.

Il démontre l'institution historique actuelle, instrument de dépossession généralisée du passé, passé que les masses n'ont le droit ni de faire, ni d'écrire. L'écrire c'est le rôle des notables du savoir, de ces spécialistes domiciliés dans leur petit bastion du temps jadis, enfermés dans la stricte hiérarchie des pouvoirs universitaires. Par le récit traditionnel, ou par la « nouvelle histoire », ceux-là recréent toujours le même passé dépolitisé, passif, excluant toute lutte de classes... La longue durée où l'ordinateur des chercheurs à la mode ont un double mérite ; d'une part ils développent un discours global et traditionnel, d'autre part, ils exigent pour les travailler une « élite » de professionnels bien formés. Cet essai montre donc fort bien tous les mécanismes pièges du discours dominant spécialisé et élitiste.

Devant ceci, être marxiste ne consiste pas à développer un commentaire plus ou moins marxien de telle ou telle époque, mais à établir ce que Chesneaux nomme un rapport actif au passé. Il s'agit du retour fondamental à la priorité de l'aujourd'hui des sommations aux luttes actuelles, les exigences de la pratique sociale sont l'origine et la raison de la réflexion historique. Celle-ci aussi doit être collective. Elle répond à une demande des masses, la « faim d'histoire » dont parle Manceron (1), et son élaboration même peut devenir le fait de tous.

Cependant, ce livre reste un peu décevant car il esquive les problèmes de l'articulation entre cette première exigence (un passé actif et collectif) et l'autre nécessité politique : l'obligatoire rigueur scientifique. Les beaux souvenirs sont trop souvent devenus des mensonges nuisibles aux combats des travailleurs, pour se permettre d'oublier ce deuxième devoir de l'histoire. Les exemples cités par l'auteur relèvent plus, parfois, d'un éloge facile et un peu ambigu de la mémoire populaire que de la construction — par tous — d'un passé qui soit vraiment opératoire pour le présent et l'avenir. Par un refus légitime du discours universalisant des mandarins, l'auteur met en scène une sorte de recours au passé partiel et appauvri. La réflexion historique peut et doit avoir une



efficacité réelle dans les luttes actuelles, sans se limiter à être l'apanage d'une caste « d'intellectuels au service du peuple ». L'essai de J. Chesneaux tourne autour de ce point central, mais d'une manière allusive et ponctuelle.

I.M.

(1) Auteur des *Hommes de la liberté*, qui utilise cette expression à plusieurs reprises.

VIENT DE PARAITRE

Albin Michel

- Maurice Duverger : Lettre ouverte aux socialistes. 10/18
- Huysmans : L'art moderne/Certains
- Christian Labrande : La première internationale
- Christian Bourgois
- Jim Morrison : Sseigneurs et nouvelles créatures
- Théo Lesoualc'h : Oui, poisson-lune Maspéro
- Fidel Castro : Bilan de la révolution cubaine
- Egorov, Kopelev, Krassinkov, Lert, Medvedev : Une opposition socialiste en Union Soviétique aujourd'hui (samizdat -XXème siècle- Cahiers libres 330/331)
- Patrick Tessier : La Chine -Transformations rurales et développement socialiste (économie et socialisme 29)
- Stock
- Han Suyin : Lhasa, étoiles et fleurs
- Jorge Amado : La boutique aux miracles
- Payot
- Bruce Catton : La guerre de sécession
- Editions des femmes
- Marjorie Rosen : Vénus à la chaîne
- Sheila Rowbotham : Conscience des femmes, monde de l'homme
- Des femmes de Musidora : Paroles ; elles tournent
- Denoël
- Hawkes : Mimodrame
- Gombrowicz : Trans-atlantique
- Gombrowicz : Journal 1957-61



Editions P.J. Oswald

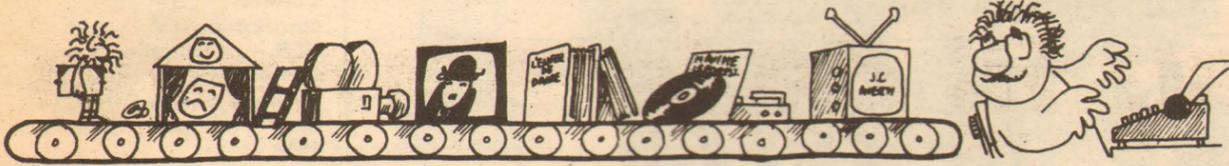
CABARET SATIRIQUE

de Karl Valentin

« Lorsque Karl Valentin, dans le vacarme d'une quelconque brasserie-restaurant, s'avancit mortellement sérieux parmi les bruits incertains des dessous de verre, des chanteuses et des pieds de chaise, on avait immédiatement le sentiment aigu que cet homme ne venait pas faire des plaisanteries. Il était lui-même une plaisanterie vivante. » (B. Brecht, 1922). Il était aussi « l'une des figures intellectuelles les plus pénétrantes de l'époque ». (idem)

Contradictions de l'homme dont les éditions Oswald publient une sélection de sketches et de monologues ? Ou plutôt affirmation de la valeur subversive du comique ?

Karl Valentin n'était guère politicien. Mais artiste. Artiste conscient et talen-



tueux ; à Brecht, qui lui demandait comment étaient les soldats sur un champ de bataille, il répondait : « Ils sont blancs, ils ont peur ».

Les descriptions de Valentin sont impitoyables. Même si la seule lecture ne suffit pas à en rendre toute la saveur. Et pourtant. Voyez *Le Bastringue*, ou *Chez le photographe*. Ou encore, le célèbre monologue *Pourquoi les théâtres sont vides* ; Valentin y propose une solution radicale pour « aider les théâtres qui ont du plomb dans l'aile. Il ne s'agit pas de distribuer des cartes gratuites. Non, il faut imposer le T.O.V. : théâtre obligatoire universel ».

Un humour corrosif. Ce n'est pas à rejeter, camarades...

P.L.

MUSIQUE

Expression spontanée.

MONTEHUS PAR LUI-MEME

Enregistrements de 1905 à 1946

Un événement : la sortie, par *Expression spontanée* d'un Montéhus par lui-même. Montéhus, présent à toutes nos manifestations (*Le chant des jeunes gardes*), celui par qui la révolte du 17^e de Béziers

est encore dans toutes les mémoires (*Gloire au 17^e*), l'auteur, enfin, de *La Butte rouge*. En fait, le dernier chansonnier politique à la manière du XIX^e siècle, mais sans la force de conviction d'un Pottier et à l'art abâtardi par l'influence du café-conc. Comment ne pas ressentir une certaine émotion à l'écoute de ces rouleaux enregistrés entre 1905 et 1936 ?

Dans l'emphase de l'interprète et le populisme de l'auteur, il y a contenue toute une approche de la réalité sociale, une idéologie encore imprégnée par le moralisme proudhonien. Ecouter Montéhus, c'était prendre sa revanche, pour un soir, sur les vilénies de la vie à l'usine ou à l'atelier. Et rêver au jour où les richards, ceux « qui ont les mains blanches », trembleront devant la colère des masses. Mais la guerre de 14-18 au cours de laquelle il se plaça au service de l'Union sacrée, lui asséna un sacré coup de vieux ; à partir de cette époque, sa faveur alla en déclinant. Il mourut en 1951, une rosette à la boutonnière, quasi oublié.

La voix que ressuscite aujourd'hui *Expression spontanée* est donc idéologiquement le témoignage d'un passé. Révolu. Mais c'est grâce à de telles entreprises de sauvetage que nous pouvons prendre la mesure de ce qui fut l'expression populaire à l'aurore de ce siècle.

F.K.

Jazz

• RANDY WESTON

— *Carnival live at Montreux 74 (Freedom)*

— *African nite (Owl records)*

— *African rythms (Chant du monde)*

Musicien solitaire, en marge, grand voyageur, Randy Weston a tenté le mythique retour à l'Afrique : il a parcouru à plusieurs reprises ce continent, notamment l'Afrique de l'Ouest, et a séjourné plusieurs années au Maroc. Principalement inspiré à l'origine par Monk et Ellington, il a su nourrir sa musique d'éléments nouveaux au cours de ses séjours africains et même intégrer, phénomène rare pour un musicien américain, certains éléments de musique arabe. Ainsi en 75, au festival de Tabarka, il avait rendu un hommage musical à la chanteuse égyptienne Oum Kalthoum. Mais s'il affiche l'Afrique jusque dans le titre de ses disques, la base de sa musique reste cependant la musique noire américaine ; son jeu allie sans cesse une sorte de chant rustique à une virtuosité éprouvée qui l'ont fait comparer quelquefois au pianiste sud-africain Dollar Brand.

Musicien méconnu, Randy Weston s'est produit plusieurs fois en concert ces derniers mois en France ; il y a même enregistré deux disques en solo (le 3^e provenant du festival de Montreux) qui permettront à beaucoup de découvrir ce pianiste qui marche hors des sentiers battus.

UNE SEMAINE COMME UNE AUTRE ET AUTRES RECITS.

Natalia Baranskaïa

Les récits de Baranskaïa sont à l'image de la réalité qu'ils donnent à voir : écriture plate et pleine de grisaille qui présente des scènes de la vie quotidienne dans l'URSS d'aujourd'hui. Mais il faut lire ce témoignage malgré la lassitude qui envahit, parfois, le lecteur, car, précisément l'ennui qui se dégage de la banalité de ces récits reflète bien ce que sont les rapports entre hommes et femmes dans les pays communistes d'aujourd'hui : les semaines se suivent comme les autres sans qu'aucune remise en cause du mode de vie ne soit possible. Hommes et femmes s'aliènent mutuellement dans l'épais immobilisme de la famille bourgeoise traditionnelle. On sait même plus parler, témoin cette femme :

« ...C'est toujours comme ça, nous ne parlons que d'argent, de provisions à acheter, et puis des enfants, bien sûr.

— Tu exagères, nous parlons d'un tas d'autres choses.

— Je ne sais pas, je ne me souviens pas... », ou cet homme : « Pourtant c'est intéressant de discuter. La conversation de cette nuit par exemple. Vitaly était intimidé, il n'avait pas répondu toujours. Mais maintenant, une fois seul, il donnait la réplique à Siédoi. »

Mais surtout ces récits apportent un témoignage important sur ce qu'est la condition des femmes en URSS : double journée de travail, certes, due au fait que les hommes, individuellement, n'assument pas également les tâches ménagères, mais aussi, le résultat d'une politique délibérée du pouvoir qui néglige les équipements collectifs comme les crèches, les cantines etc... Voici par exemple ce que pense une femme des loisirs : « les loisirs, les loisirs... Drôle de mot, loisir... Femmes menez le combat pour les loisirs culturels ! (...) » C'est délirant... Loisirs, personnellement je suis une fervente du sport : je fais de la course à pied. Je vais à la course, je reviens à la course. Un filet à chaque bras et que je te monte, et que je te descends : de trolley en autobus, de métro en métro. Il n'y a pas de magasins dans notre quartier, voilà plus

d'un an que nous y sommes, ils ne sont toujours pas construits. » Les femmes sont alors sommées de choisir entre leur travail et leur « foyer » : « — Ecoute, Olga, il vaudrait peut-être mieux que tu cesses de travailler ? Pense un peu, tu passes presque la moitié de l'année à la maison... ce n'est pas rentable.

— Autrement dit, tous ces ennuis, c'est pour moi toute seule. Pour moi rien que des choses intéressantes. Tu parles, « Ce n'est pas rentable... Capitaliste ! », ou bien se voit brusquement mises à la retraite, car les jeunes attendent ! Alors des fissures lézardent les consciences de ces femmes, angoisse informulée :

« Qu'est-ce donc qui m'angoisse ? Je ne sais pas. Je suis couchée sur le dos, les yeux ouverts. J'écoute le silence. Les tuyaux du chauffage soupirent. J'entends le tic-tac de la pendule des voisins du dessus. Le balancier rythme tranquillement le temps, là-haut, et c'est ce même temps que déverse dans un roulement haletant, en s'étranglant de hâte, notre réveil.

Voilà encore une semaine de passée, l'avant dernière semaine de cette année. Ou bien plongée « au bout du monde », l'asile psychiatrique : « J'aimerais bien m'en aller au bout du monde », pensa-t-elle et elle poussa un soupir. Puis elle recommença à soupire encore et encore. Les soupirs devinrent de plus en plus rapprochés. Il lui semblait qu'on étouffait dans la maison, qu'on manquait d'air, qu'on ne pouvait absolument plus respirer. Alors, elle se leva pour entr'ouvrir la fenêtre. Le vent de neige s'engouffra dans la pièce, empoigna le rideau, en enveloppa Elisabeth Nicolaevna, la souleva et la lâcha. Quelque chose tonna sonna et frappa le sol. Quelqu'un cria dans la maison, et la rue répondit par des hurlements et des klaxons. Les klaxons et un sourd grondement fondirent sur elle, la saisirent et la portèrent dans un lointain inconnu. »

Livre donc important parce qu'il apporte des éléments supplémentaires à une critique du stalinisme, et qu'on pourra lire en regard de la brochure Rouge : *Etre femme en URSS et dans les pays de l'Est*. Malamati Soufarapis

samedi

TF 1

- 12.55 **Samedi est à vous**
Présentation du programme : comme le conseil le titre de l'émission, gardez votre samedi, allez à la pêche, au cinéma, vous promener ; on est presque honteux de présenter ce programme
- 13.00 **Journal**
- 13.35 **Programmes régionaux**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 20.00 **Journal**

A 2

- 13.00 **Midi 2**
- 18.00 **Clap**
Des extraits de films en compétition à Cannes : *Hollywood, Hollywood n° 2, L'innocent, La marquise d'O*
- 18.55 **Des chiffres et des lettres**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 20.00 **Journal**
- 20.30 **Les cinq dernières minutes**
Le il conducteur
- 23.35 **Journal**

FR 3

- 19.05 **Programmes régionaux**
- 19.20 **Actualités régionales**
- 19.40 **Un festival, un événement**
Cette émission est elle aussi consacrée à la présentation du festival de Cannes. On manque décidément d'imagination à la télé !
- 19.55 **Flash journal**
- 20.00 **Spécial Cannes**
Re-Cannes. Sans commentaire
- 20.30 **Le Sagouin (film TV, d'après le roman de François Mauriac)**
- 22.00 **Journal**

dimanche

TF 1

- 13.00 **Journal**
- 14.05 **Les rendez-vous du dimanche**
Spécial festival de Cannes : Re-re-Cannes
- 17.00 **Soirée américaine : Pour les jeunes**
Christophe Isard a sélectionné des extraits d'émissions actuellement destinées aux enfants américains (Sesame street, Zoom, émission très populaire, conçue par les enfants eux-mêmes, les Herculoïds, Unicef is schoring, grand prix du festival d'animation de New-York 75)
- 18.10 **La poursuite infernale**
Film TV, de James D. Buchanan
- 20.30 **Buffalo Bill, film américain de William Wellman (1944)**
Un excellent western qui fait mentir ceux qui disent que le courant anti-raciste a démarré dans les années cinquante. L'une des premières dénonciations de la destruction des Indiens
- 22.50 **Show Tom Jones**
- 23.40 **Journal**
- 00.15 **La maison des sept péchés, film américain de Tay Garnett (1940)**
Si vous êtes décidés à vous coucher tard (1.45), vous pouvez sans nul doute voir ce vieux film d'aventure où le metteur en scène, qui fit auparavant du cinéma muet et se spécialisa dans les bagarres toniques, réussit à quelques singuliers numéros. Deux vedettes : Marlène Dietrich et John Wayne

A 2

- 12.30 **Midi 2**
- 14.00 **Duel dans la ville, film TV américain**
- 16.40 **La panthère rose, dessin animé américain**
- 20.00 **Journal**

FR 3

- 20.30 **Les visiteurs du dimanche soir**
La création et la femme
Une question aux invités présents : la création n'est-elle pas réservée qu'à un milieu de privilégiés ? Quelle place y occupe la femme ? Avec la créatrice de l'*Echo des Savanes* et des *Frustrés*, Claire Bretecher, Dominique Lavanant, comédienne, Josiane Balasco, écrivain, Françoise Xenakis, écrivain, Eliane Victor, responsable des programmes de l'après-midi à TF 1 et Cornélius Castoriadis
- 22.15 **Journal**
- 22.30 **Cinéma de minuit**
Cycle Frank Borzage
Mannequin, (1938), avec Joan Crawford



Les Etats-Unis du bicentenaire face au péril rouge (suite de la page 1)

la loi de la terre

Comité français de soutien à AIM
UER d'ethnologie de l'université de Paris VII
2, place Jussieu 75005
BNP compte bancaire 6905

Mais Dennis Banks, sachant qu'il n'y a pas de justice pour les Indiens dans le Dakota du sud, avait préféré ne pas attendre le résultat du procès et s'était réfugié en Californie. L'avocat général qui menait l'enquête avait décidé d'avoir « sa peau ». Sa plate-forme électorale en 1974 ne déclarait-elle pas que « seule une cellule ou une balle pourraient arrêter les leaders d'AIM ». N'avait-il pas été accusé du viol d'une jeune indienne de 15 ans, plus tard retrouvée morte, au bord d'une route ? Bien qu'elle ait été vue en vie pour la dernière fois avec un indicateur notoire du FBI, sa mort avait été imputée à un chauffard non-identifié...



Dennis Banks

Après avoir passé six mois dans la clandestinité, Dennis Banks a été arrêté le 24 janvier dernier. Il risque maintenant d'être extradé vers le Dakota du sud où sa vie serait très certainement en danger.

Les déboires de Dennis Banks avec la justice américaine ne s'arrêtent pas là. Dennis Banks, sa

femme Kamook et deux autres membres d'AIM sont accusés dans l'Oregon de « détention illégale d'armes » et de « transport illégal

de celles-ci à travers plusieurs Etats ». Le FBI avait prévenu la police de l'Oregon que Banks se trouvait dans leur Etat, voyageant à

bord d'un mini-bus. Pour arrêter ces « dangereux malfaiteurs », la police n'hésita pas à faire usage de ses armes, ratant de très peu la jeune femme de Banks.

Aucun des policiers n'aperçut jamais Dennis Banks qui, à cette époque se trouvait en Californie. La police ne trouva que quelques-unes de ses empreintes à l'intérieur du mini-bus, ce qui lui suffit à établir sa présence, puis à l'inculper en concluant qu'il s'était enfui...

Deux Etats ont donc maintenant le pouvoir d'extrader Dennis Banks dans le Dakota du sud. Le soutien autour de lui se renforce, essayant de mettre un terme à l'injustice. D. Banks a déjà obtenu du gouverneur de Californie que la date de l'audience devant décider de son extradition, soit reportée au 7 juin. Un répit qui sera mis à profit pour développer la campagne de solidarité en sa faveur.

C'est par petites étapes qu'une bataille qui dure depuis quatre siècles se gagnera.

Agnès

« ENTERRE MON COEUR A WONDED KNEE »

Janvier 1972 : Raymond Yellow Thunder battu, humilié, torturé puis assassiné devant la foule, lors d'un bal de l'American legion.

21 janvier 1973 : John Wesley Bad Heart Bull, assassiné.

17 avril 1973 : Frank Clearwater, assassiné dans une église.

27 avril 1973 : Buddy Lamont tombe sous les balles des policiers alors qu'il sortait de son refuge envahi par les gaz CS.

17 octobre 1973 : Pedro Bissonette, abattu par la police à un barrage routier.

18 février 1974 : Verlyn Dale Bad Heart Bull, assassinée.

20 mars 1975 : Stacy Coutier, assassiné.

26 mars 1975 : Jeanette Bisonette, assassinée, alors qu'elle revenait des obsèques de Stacy Coutier.

13 septembre 1975 : Jim Little, battu à mort en plein jour par quatre hommes.

Novembre 1975 : Danny Merrival, assassiné.

5 décembre 1975 : Carl Plenty Arrows et Franck Lapointe assassinés.

12 décembre 1975 : Joe Swift Bird, assassiné par la police.

31 janvier 1976 : Byron De Sersca, assassiné.

interview de Dennis Banks, leader d'A.I.M

● Pourquoi l'Américain Indian Movement ?

D.B. : L'AIM a été créé le 28 juillet 1968 à Minneapolis, Minnesota pour stopper la discrimination qui régnait dans l'emploi, le logement, l'aide sociale etc...et changer les conditions de vies que les indiens devaient affronter. Pendant longtemps les indiens avaient émigré hors des réserves, attirés par le programme de « relocation » — traduites déportation — du Bureau des affaires indiennes, qui leur promettait de belles situations et de meilleurs emplois dans les zones urbaines. ainsi, de nombreuses familles indiennes prirent racine dans les régions urbaines, dont Minneapolis où ils se retrouvèrent parqués dans le quartier sud : le ghetto.

Notre première intervention consista à créer des « patrouilles indiennes ». Tous les week-ends des patrouilles de police descendaient Franklin avenue et ramassaient tous les indiens qui travaillaient dans les bars. Pour mettre un terme à ces arrestations nous avons formé des équipes qui, munies d'appareils de photo et de magnétophones allaient observer et enregistrer les descentes de police. Pendant quelques mois il ne se passa plus une seule arrestation de ce genre.

Depuis AIM est devenu un centre légal qui emploie 12 avocats chargés de la défense des Indiens dans cette région, non seulement à Minneapolis mais aussi dans le Nord du Minnesota, le Wisconsin, l'Iowa et même le Dakota du nord et du sud. Puis nous nous sommes attaqués au problème du logement : les gens vivaient dans des pièges à rat, dans des cabanes prêtes à prendre feu à tout moment, dans les voitures abandonnées ou des baraques de tôle ondulée le long de la rivière. En 1970, nous avons mis en route un programme de construction de 240 logements d'une valeur de 3 millions de dollars, en collaboration avec l'Agence pour le logement et le développement urbain.

Un domaine particulièrement grave était celui de la santé. Pendant longtemps le système de santé publique avait littéralement détruit la santé des Indiens vivant dans les réserves. Les médicaments étaient rares et aucun programme scolaire n'était prévu pour initier les Indiens à la médecine, au travail hospitalier ou dentaire. Aussi avons nous créé un Conseil de santé indienne gérant sa propre clinique et nous sommes maintenant sur le point d'avoir le premier hôpital indien en zone urbaine.



Mais le pas le plus important a été réalisé dans le domaine de l'éducation. Le système scolaire américain n'a jamais reconnu les contributions majeures que les peuples indiens ont apporté à ce monde, où les luttes historiques qui ont opposé les Européens aux indigènes américains. Jamais les peuples indiens n'étaient considérés en tant qu'être humains : les valeurs, les religions indiennes étaient totalement déconsidérées. Aussi les Indiens étaient-ils les premiers à quitter l'école et à rejeter tout le système scolaire. C'est pourquoi nous avons créé notre première « école de survie » à Minneapolis en 1971 bientôt suivie de deux autres à Saint-Paul et à Rapid-City. D'autres écoles ouvriront cette année.

● Comment vous situez-vous par rapport au Bureau des affaires indiennes (BIA) ?

D.B. : Avec l'école et l'Eglise qui, en s'associant avec les agents du gouvernement, a joué aux XVIII^e et XIX^e siècles un rôle majeur dans le génocide du peuple indigène américain, le BIA est l'une de nos principales cibles. Nous voulons que le BIA soit retiré du ministère de l'Intérieur dont il dépend actuellement. Le BIA est supposé faire respecter les droits des Indiens, les décisions et les obligations basées sur les traités et fournir une protection

contre l'empiètement de nos terres par les grosses corporations, mais il n'en a rien fait. La plupart du temps il s'est associé à ces entreprises pour voler puis exploiter les ressources naturelles qui contiennent les terres indiennes.

Tant que le bureau de l'Intérieur nous continuerons de nous heurter à lui. Tant que le peuple Indien ne jouira pas d'un maximum de sécurité, face à des compagnies comme Westmorland, Peabody Coal, Standard Oil, Phillips etc...nous poursuivrons notre action. AIM n'est pas prêt de disparaître.

● Pensez-vous que les relations entre AIM et le gouvernement US aient évolué depuis la création de Conseil Indien des traités ?

D.B. : En effet, nous avons maintenant un Conseil dont le rôle principal est d'examiner les Traités oubliés, ignorés ou jetés à la poubelle par les Blancs et de surveiller les audiences du Sénat et du Congrès chaque fois qu'elles se rapportent à une affaire concernant les Indiens. Maintenant, les sénateurs et les gens du Congrès seront plus réticents avant de signer un loi visant à détruire ou à voler les terres indiennes pour en faire des camps militaires ou quelque chose de ce genre.

Je pense que le Conseil Indien des traités va donner un sens nouveau à la

loi indienne. Il est temps que ce pays enseigne à ses avocats et ses juristes ce qu'est la loi indienne car elle est à la base de la constitution. Interrogez un avocat dans rue ; il ne sait pas ce qu'est un Traité. Il vous répondra NATO ou le Sud-est asiatique, mais il n'aura jamais entendu parler du traité Sioux de 1868 ou du traité Navaho ni du traité Ute la même année...

Beaucoup de traités ont été conclus, peut-être 400, et au moins 371 d'entre eux ont été ratifiés. Je considère cela comme la loi suprême, la Loi de la Terre. Mais les Indiens sont les seuls à penser cela. Le Congrès, bien qu'il y jette un coup d'oeil de temps en temps, méprise complètement ces traités.

Nous n'avons qu'une seule relation avec le gouvernement et elle consiste à nous défendre contre le système judiciaire américain. Le gouvernement a lancé une offensive contre AIM qui nous tient bloquée devant les tribunaux : ils se sont plus déchainés contre nous ces cinq dernières années qu'ils ne l'ont fait contre toutes les tribus indiennes depuis cent ans ! Ils ont lancé offensive après offensive, inculpation après inculpation inculquant souvent plusieurs centaines de personnes à la fois, ainsi à Woundedknee ils ont inculpé 200 personnes d'un seul coup.

● Quelle a été la position d'AIM pendant la guerre du Vietnam ?

D.B. : en 1969, nous avons publié une déclaration dans laquelle nous prenions très fermement position contre la guerre parce que c'était une guerre semblable à celle qui avait été déclarée dans ce pays contre les indigènes américains. Seulement au Vietnam, elle a été beaucoup plus brutale.

● AIM ne risque-t'il pas de voir son action paralysée par la répression policière et judiciaire ?

De nombreux tribunaux de ce pays ont été créés à une époque pour légaliser le lynchage des indiens, le meurtre de tribus entières. Les tribunaux ont été utilisés pour déporter les indiens sur plusieurs milliers de kilomètres. Aujourd'hui on les utilise pour immobiliser les leaders d'AIM et emprisonner les membres du mouvement.

Ils tentent de détruire un esprit. Mais même s'ils emprisonnent tous les dirigeants du mouvement dans ce pays, il y aura toujours des gens qui se dresseront et nous rejoindront, dans un esprit d'unité inter-tribale, et qui forceront une riposte. Il y aura toujours des leaders. Ils peuvent nous jeter tous en prison, nous assassiner. AIM, les Chicanos, les Noirs, les Asiatiques, les Blancs auront toujours de nouveaux leaders.

Crazy Horse a été assassiné. Le chef Joseph est mort, Sitting Bull est mort. De grands leaders indiens se sont dressés face à l'ennemi et ont été tués mais de nouveaux leaders sont apparus. C'est ce qui arrivera s'ils jettent Lehman Brightman en prison, ou Clyde Bellecourt ou Dennis Banks. C'est une question de survie.

Mais les véritables leaders de ce mouvement sont ses supporters. Ceux qui luttent, se battent pour faire sortir l'un d'entre nous de prison. Et puis, il y a les enfants, toujours en train de poser des questions, d'exiger des réponses. Demain, ils se dresseront et ce seront des leaders... Je suis impatient de voir les dix années à venir parce que je vois vingt autres Lehman Brightman se lever, vingt autres Clyde Bellecourt, vingt autres Kamook...

Le système judiciaire américain, même s'il réussit à paralyser aujourd'hui notre action, ne gagnera jamais contre nous. Ils peuvent nous enchaîner pour le reste de nos jours : même enchaînés, nous continuerons de porter ce mouvement jusqu'à ce qu'il y ait une véritable libération, jusqu'à ce que chaque porte de prison dans ce pays soit ouverte.